



FESTIVAL INTERNATIONAL DU THÉÂTRE DE BÉJAÏA
« DANSE CÉLESTE », UN SPECTACLE FASCINANT

P.15



APRÈS LA QUALIFICATION À LA CAN 2025
PETKOVIC ET SON GROUPE FORCENT LE RESPECT

P.12

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 16 OCTOBRE 2024 // N°925 // PRIX 20 DA

LES SUJETS D'INTÉRÊT
 COMMUN SERONT EXAMINÉS

SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE OFFICIELLE EN MAURITANIE

P.16



FINANCES

EVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE DE LA DGP

P.7



ALLOCATION FORFAITAIRE DE SOLIDARITÉ

LE GOUVERNEMENT ÉTABLIT LES RÈGLES D'ATTRIBUTION

P.6



ÉDUCATION NATIONALE

LE CALENDRIER DES VACANCES DÉVOILÉ

P.6



ELLES S'ENGAGENT À RENFORCER LEUR PARTENARIAT ET À LE PORTER À DES NIVEAUX PLUS ÉLEVÉS

ALGER ET NEW DELHI ÉCRIVENT UNE NOUVELLE PAGE DANS LA COOPÉRATION BILATÉRALE

LA CROISSANCE ACCÉLÉRÉE DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE OFFRE PLUSIEURS OPPORTUNITÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS ÉCONOMIQUES DANS DIVERS DOMAINES. IL EST TEMPS DE RENFORCER LE PARTENARIAT ET D'AMORCER UNE NOUVELLE ÈRE DE COOPÉRATION ENTRE L'ALGÉRIE ET L'INDE, DEUX PAYS LIÉS PAR DES RELATIONS D'AMITIÉ HISTORIQUES ET QUI PARTAGENT DES PRINCIPES COMMUNS SUR PLUSIEURS QUESTIONS INTERNATIONALES.

Lire en page 3



L'ENTITÉ SIONISTE FRANCHIT LES LIGNES ROUGES

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE COMPLICE PAR SON INACTION

LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE EST CLAIR : LES PERSONNES NE PEUVENT PAS ÊTRE DÉPLACÉES PAR LA FORCE, LES CIVILS DOIVENT ÊTRE PROTÉGÉS À TOUT MOMENT ET AVOIR ACCÈS AUX BESOINS DE BASE S'ILS CHOISSENT DE RESTER. LES DEUX POINTS DE PASSAGE VERS LE NORD DE GHAZA SONT FERMÉS. ET LES SERVICES DE BASE, NOTAMMENT CEUX DE L'UNRWA, ONT ÉTÉ INTERROMPUS OU CONTRAINTS DE CESSER.

Lire en page 4



LE P-DG DE SONATRACH EN PARLE
AU NAPEC 2024

Un mix de production énergétique équilibré

Il apparaît clairement aujourd'hui que le pays a besoin d'un mix énergétique constitué de diverses sources d'énergie et qui soit aussi large que possible. Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a largement évoqué cela à l'ouverture de la 12^e édition du Salon Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition & Conférence (NAPEC 2024).

Hachichi a mis en relief l'importance "d'assurer l'équilibre entre les hydrocarbures et les énergies renouvelables", indiquant que l'objectif escompté "est d'atteindre un mix énergétique, efficient et durable en même temps". De son point de vue, le monde se dirige progressivement vers les énergies renouvelables.

D'où, a-t-il ajouté, l'impératif de développer des solutions cohérentes et harmonieuses susceptibles de répondre à la demande croissante sur l'énergie, d'une part, et qui respectent les exigences écologiques, d'autre part, selon le PDG de Sonatrach. Le mix énergétique devra s'appuyer, selon le PDG de Sonatrach sur "la diversification des sources d'énergie, afin de réduire la dépendance à une seule source et à mieux s'adapter aux fluctuations du marché mondial". Il a, à ce titre, fait observer que "cette approche pragmatique et réaliste s'appuie sur l'idée selon laquelle la transition vers des énergies plus propres

n'est pas une démarche aisée pouvant être atteinte du jour au lendemain", ajoutant que "cela exige de tous les acteurs d'adopter cette vision de manière sereine et progressive". Considérant que les hydrocarbures, particulièrement le gaz naturel du fait d'être la source d'énergie la moins polluante, continueront de jouer des rôles efficaces dans cette transition, M. Hachichi a, néanmoins, fait observer que "les énergies renouvelables demeurent au cœur de notre stratégie à long terme, notamment l'énergie solaire et éolienne et l'hydrogène vert, qui est en passe d'occuper une place de plus en plus importante". Il a indiqué que "ces sources d'énergie ne sont pas durables seulement, mais leur compétitivité à l'échelle économique ne cesse de croître", relevant que "le défi collectif auquel nous sommes confrontés, réside dans la capacité à trouver les solutions idoines pour inclure de manière efficiente ces énergies dans notre mix énergétique et à



œuvrer à maximiser les avantages devant être induits par l'utilisation des hydrocarbures dont le recours demeure toujours de mise". La clé de la réussite de cette transition énergétique réside dans l'innovation, particulièrement dans le développement des technologies plus propres utilisées dans les domaines de la prospection, de la production et du transport des hydrocarbures. Il est également question d'adopter des technologies et des techniques du captage et du stockage du gaz carbonique émis (CSC), qui sont susceptibles de contribuer à rendre les hydrocarbures plus respectueux de l'environnement, tout en continuant d'assurer les approvisionnements énergétiques du marché mondial. En sa qualité d'un des principaux producteurs d'hydrocarbures, il incombe à l'Algérie une grande responsabilité dans le domaine de la transition énergétique et en raison de la disponibilité de ressources naturelles immenses et diversifiées, il est

important pour le pays d'exploiter son potentiel en énergies renouvelables, sachant qu'elle dispose "d'une opportunité unique en son genre au vu de l'immensité de notre Sahara qui présente une caractéristique exceptionnelle pour le développement de l'énergie solaire, au moment même où le gaz naturel peut jouer un rôle décisif pour une transition vers un avenir énergétique à faible teneur en carbone", a ajouté le PDG de Sonatrach. "Les objectifs visant les réductions des émissions de carbone et l'avènement des énergies renouvelables, ainsi que le besoin de réduire l'empreinte carbone, nous impose des choix difficiles mais nécessaires et notre pays a, en effet, réalisé une avancée notable dans cette optique, à travers la mise en œuvre de projets ayant pour objectifs de consolider les infrastructures énergétiques et de capter des investissements étrangers dans les secteurs des hydrocarbures et des énergies renouvelables", a-t-il fait obser-

ver. De son côté, le Président directeur général de Sonelgaz, Mourad Adjal, a indiqué que le groupe qu'il préside a adopté le thème du développement de l'hydrogène vert comme axe principal de sa stratégie d'expansion, de même qu'il s'est engagé à renforcer le développement de l'hydrogène vert comme source énergétique alternative. Le même responsable a, d'autre part, salué la coopération fructueuse entre Sonatrach et Sonelgaz pour le développement de l'utilisation de l'hydrogène vert dans une démarche visant à servir l'Algérie et ses partenaires. M. Adjal a mis en relief l'importance du projet de production de 5.000 Mégawatts (MW) d'électricité par l'adoption de l'énergie alternative et propre à la charge de l'Etat, que le groupe s'est attelé à mettre en exécution avec une capacité de production actuelle estimée à 3.500 mégawatts auxquels s'ajouteront les 15.000 Mg restants à l'horizon 2035.

Avec APS

Sonatrach signe un nouveau contrat avec la société américaine Oxy

Le groupe pétrolier public Sonatrach et la société américaine Occidental Petroleum Corporation (Oxy) ont signé hier à Oran un nouvel accord de partenariat, selon un communiqué de Sonatrach. D'après la même source, cet accord traduit la "volonté des deux parties de consolider leurs relations existantes et d'étendre leur coopération, à travers de nouvelles opportunités de partenariat dans le domaine de l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures". Toujours d'après le communiqué de Sonatrach, ce nouveau contrat vise à définir un cadre de partenariat entre les deux sociétés pour conclure un contrat d'hydrocarbures concernant la zone d'intérêt Berkine centre Pour rappel, Sonatrach, la société Oxy, avec deux autres partenaires, exploitent le périmètre contractuel de Berkine et ce, dans le cadre d'un contrat d'hydrocarbure signé le 19 juillet 2022.

R.E.

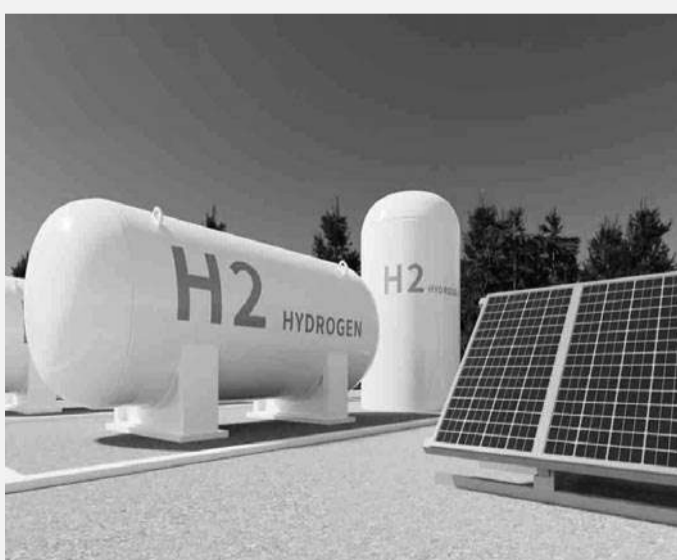
ÉNERGIE SOLAIRE, HYDROGÈNE VERT...

Des projets ambitieux en perspective

Le directeur Général de Green Energy Cluster Algérie, Boukhalfa Yaici, a révélé hier l'existence d'un projet visant à produire localement 15 000 mégawatts d'électricité à partir de l'énergie solaire, ce qui renforcera les infrastructures d'énergie propre. Un autre projet sera également mis en œuvre, selon lui, pour produire 25 gigawatts d'hydrogène vert, ce qui contribuera à attirer d'énormes investissements en Algérie.

"L'Algérie avance progressivement vers la transition énergétique, en mettant l'accent sur la production et l'exportation d'hydrogène vert et d'électricité verte vers l'Europe". a-t-il déclaré lors de son intervention sur radio Algérie Internationale.

M. Boukhalfa a expliqué que l'Algérie connaît un changement qualitatif dans sa stratégie énergétique, alors qu'elle s'éloigne progressivement de sa dépendance totale aux énergies fossiles, en mettant



l'accent sur le développement de projets d'énergies renouvelables tels que l'hydrogène vert. Il a également souligné que cette stratégie suscite l'intérêt des investisseurs et des institutions de recherche, ce qui augmente les chances de réussite de cette transformation. Il a souligné que l'Algérie continuera à approvi-

sionner l'Europe en gaz naturel, mais avec un plan progressif pour fournir de l'hydrogène vert, car l'Algérie travaille actuellement à intégrer l'hydrogène vert dans les réseaux gaziers existants, notamment dans le cadre d'un partenariat avec l'Italie et l'Europe. Il a ajouté que le principal défi réside dans le

coût élevé de production de l'hydrogène vert, mais que les technologies avancées et le soutien international, notamment de la part de l'Union européenne, contribueront à réduire ces coûts, ce qui permettra à l'Algérie de fournir de l'hydrogène vert à des prix compétitifs.

En mai dernier, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a révélé que le Groupe Sonatrach produira 40 Terawatt d'hydrogène vert en 2040.

Aussi, le statut de l'Algérie en tant qu'acteur-clé dans le développement et la production de l'hydrogène vert a été appuyé lors de la 12^e édition de Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC) 2024. Cela se concrétisera également par l'organisation d'une conférence internationale sur l'hydrogène vert que va abriter l'Algérie en avril 2025.

I.B.

ELLES S'ENGAGENT À RENFORCER LEUR PARTENARIAT ET À LE PORTER À DES NIVEAUX PLUS ÉLEVÉS

Alger et New Delhi écrivent une nouvelle page dans la coopération bilatérale

Faisant partie des membres fondateurs du mouvement des pays non alignés, l'Algérie et l'Inde entretiennent des relations diplomatiques qui remontent à 1962 et convergent sur pas mal de dossiers régionaux et internationaux.

La visite officielle de quatre jours de la présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu en Algérie montre que les deux pays sont déterminés à donner un nouveau dynamisme à leurs relations et à rehausser leur niveau de coopération bilatérale. «Nous avons convenu de rehausser le niveau de coopération économique et d'encourager l'investissement et les échanges commerciaux, ainsi que de préparer, au plus vite, la tenue de la session de la Commission mixte de coopération et de celle du mécanisme de consultation politique, au service des efforts visant à renforcer les relations et à approfondir le partenariat bilatéral, notamment à travers des rencontres d'hommes d'affaires et le renforcement des cadres de coopération par l'enrichissement du cadre juridique, la coordination et la concertation», a indiqué, lundi, dans ce sens, le président de la République Abdelmadjid Tebboune, lors du point de presse qu'il a co-animé avec son homologue indien. «Il est temps de renforcer le partenariat et d'amorcer une nouvelle ère de coopération entre les deux pays, liés par des relations d'amitié historiques et qui partagent des principes communs sur plusieurs questions internationales», a déclaré, de son côté, lundi, la présidente de la République de l'Inde, Droupadi Murmu à l'ouverture du Forum économique algéro-indien qui s'est déroulée en présence de plusieurs investisseurs et hommes d'affaires des deux pays. Le renouveau économique de l'Algérie, ces dernières années, offre de grandes perspectives d'investissement et d'initiatives commerciales et l'Inde l'un des importants partenaires économiques de l'Algérie a compris



l'intérêt et toutes les opportunités qu'offre cette nouvelle dynamique imprimée à l'économie

algérienne. A ce propos justement, la présidente de l'Inde a affirmé que «la croissance accélérée

de l'économie algérienne offre plusieurs opportunités pour le développement de partenariats

économiques dans divers domaines». La tenue lundi passé du Forum économique algéro-indien en présence de la présidente de la République de l'Inde est l'un des jalons de cette volonté affichée par les deux pays pour renforcer et élargir leur partenariat économique pour le porter à des niveaux plus élevés. Actuellement, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays est, de l'avis des hauts responsables algériens et indiens, en deçà des potentialités des deux pays et de leur bonnes relations. Il ne dépasse guère les 1,9 milliard de dollars malgré les incitatifs offerts par le climat des affaires des deux pays et leur contexte économique positif. Toutefois, il a été convenu par les deux pays d'augmenter rapidement ce volume des échanges en s'appuyant sur les accords de coopération devant être conclus entre les deux parties dans plusieurs secteurs économiques. Ces secteurs concernent notamment ceux des hydrocarbures, des mines, de l'agriculture, du textile, de l'électricité, des TIC, de l'industrie lourde, de l'industrie mécanique, de l'industrie pharmaceutique, etc. L'Algérie, qui ambitionne de devenir la première économie africaine et de porter son produit intérieur brut à près de 400 milliards de dollars d'ici à 2027 et la Chine qui aspire à détenir le rang de troisième économie mondiale d'ici 2027 peuvent constituer un modèle de coopération économique qui peut faire des émules, notamment dans l'axe Afrique-Asie. L'Algérie et l'Inde ont tout à gagner à approfondir leurs relations diplomatiques et économiques dans cette époque de multiples et graves crises qui menacent la paix et la sécurité internationales.

Boualem B.

LE PRÉSIDENT DU CREA, KAMEL MOULA : L'Algérie et l'Inde en mesure d'accomplir davantage de progrès

Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula a affirmé, lundi à Alger, que l'Algérie et l'Inde étaient en mesure d'accomplir davantage de progrès pour le renforcement du partenariat économique et commercial, notamment à la faveur de l'évolution du climat des affaires en Algérie, appelant à explorer les opportunités d'investissement disponibles dans les deux pays. Intervenant lors des travaux du Forum économique algéro-indien qui s'est déroulé en présence de la présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, le président du CREA a souligné que "les deux pays qui ont

renforcé leurs relations dans des secteurs stratégiques, sont en mesure d'accomplir davantage de progrès dans le domaine commercial, avec des échanges s'élevant à 1,9 milliard USD, en sus de leur partenariat dans des secteurs vitaux, dont l'énergie, l'agriculture et les technologies". Il a relevé que cette première rencontre économique entre les deux pays a vu la participation de plus de 300 opérateurs économiques des deux parties, appelant les opérateurs indiens "à partager avec leurs homologues algériens le climat d'investissement en Algérie qui connaît une évolution notamment à travers la compilation

des investissements des deux parties en vue de relever les défis économiques". Il a en outre souligné les réformes économiques que connaît l'Algérie, à l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment à travers l'adoption d'une nouvelle loi sur l'investissement et le renforcement de la numérisation en tant que "levier pour lutter contre la bureaucratie", relevant que ce climat a permis dernièrement d'enregistrer pas moins de 9.000 projets d'investissement auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI).

MOURAD BELDJEHEM, P-DG D'ALNAFT :

«La loi sur les investissements et la feuille de route de l'ALNAFT sont attractives»

Le P-dg l'Agence nationale de valorisation en hydrocarbures (Alnaft), Mourad Beldjehem, a animé, hier, une conférence de presse, au Centre des conventions d'Oran (CCO), dans le cadre du salon professionnel, international de l'énergie et des hydrocarbures de la méditerranée et de l'Afrique (NAPEC 2024), où il est revenu sur les objectifs stratégiques de l'ALNAFT dans le cadre de la promotion minière et d'hydrocarbures, dont la nouvelle approche adoptée pour attirer davantage d'investisseurs et de partenaires financiers. Lors du préambule qui a précédé le point de presse, Mourad Beldjehem a présenté les objectifs phares de l'agence ALNAFT, qui travaille en étroite collaboration avec le groupe national des hydrocarbures (SONATRACH), dont l'augmentation de la production en vue du renouvellement des stocks pétroliers. Ce qui, selon le PDG, «ne peut se réaliser sans nouveaux investissements». A ce titre, explique-t-il, il faudra de nouveaux

contrats et de partenaires». Ceci, ajoute le P-dg, «à travers des négociations directes où à travers le lancement d'appels d'offres internationaux (Bid Rounds, sous les auspices du groupe Sonatrach». Dans ce sillage, il a fait part de «pas de 12 contrats en cours de négociation dont 07 sont avec de nouvelles entreprises étrangères qui intègrent le marché algérien pour la première fois, dont entre autres, Texon Oil Suède, Exxon&Chevron (USA) et Nidad d'Arabie saoudite. Par ailleurs, l'orateur a loué les vertus de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, la loi 19/13 promulguée dans le cadre de la promotion de l'investissement, qui a comme objectif d'attirer les investisseurs dans le domaine de l'exploration d'hydrocarbures. La venue de nouveaux partenaires qui s'est traduit par 12 négociations de contrats est, selon M. Beldjehem, «un signe fort de la nouvelle démarche attractive adoptée et régime fiscal algérien, un des meilleurs en Afrique

actuellement en terme d'attractivité», faisant part d'une grande concurrence en «Bid round». Ces contrats, indique le responsable d'Alnaft, «couvrent essentiellement, le partage de production, de concession ou des contrats de service à risques», précisant que la feuille de route annuelle de l'agence prévoit annuellement de nouvelles opérations d'appels d'offres. L'opération de cette année 2024 englobe, selon le P-dg «06 projets dont l'ouverture des plis se fera le 15 avril, avant le lancement des travaux», précisant que «l'agence a dans sa besace 17 opportunités finalisées et prêtes au lancement et 11 autres sont mis de côté pour les années à venir». Ce qui se fera, explique-t-il, «à la demande des compagnies pétrolières après plusieurs réunions de consultation, exigeant de la visibilité pour une concurrence loyale». La meilleure option pour augmenter la production et les stocks, dira l'orateur, «est de faire des découvertes de gisements. Ce qui demande

de l'expertise, de la technologie et des financements importants». Faisant part, en outre, de «six opportunités ouvertes à concurrence, pour le renouvellement des réserves, en On-Shore, pouvant ramener, à moyen terme, jusqu'à 20 milliards de mètres cubes/an». Selon le président d'Alnaft, «l'Agence a mis un budget de 12 millions de dollars pour faire de la prospection et de nouvelles études en Off-shore. Les premiers résultats sont prometteurs», estime-t-il, et montrent des indices positifs qui nous encouragent à proposer des opportunités en Offshore, notamment en 2026, année qui verra de nouveaux projets offshore par appels d'offres». Par ailleurs, il a affirmé que l'ALNAFT procède à la formation de son personnel et qu'une collaboration étroite s'opère dans ce domaine avec les compagnies opératrices, en matière de transfert de technologie et de savoir-faire niveau des gisements».

S. Ahmed

L'ENTITÉ SIONISTE FRANCHIT LES LIGNES ROUGES

La communauté internationale complice par son inaction

«Trop de lignes rouges ont été franchies à Ghaza», a écrit, hier, Lazzarini dans un message sur les réseaux sociaux repris par l'APS. Le commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) déplore, dans cette publication, «la poursuite des attaques (sionistes), le sabotage des infrastructures civiles et le refus délibéré d'une aide essentielle» qui continuent d'être utilisés comme «tactique» par l'occupant sioniste pour forcer les gens à fuir.

«Le droit international humanitaire est clair: les personnes ne peuvent pas être déplacées par la force, les civils doivent être protégés à tout moment et avoir accès aux besoins de base s'ils choisissent de rester», poursuit le patron de l'UNRWA qui fait savoir que depuis le 30 septembre, l'ONU n'a pas été autorisée à fournir la moindre aide, y compris alimentaire. Il a ajouté, selon la même source, que les deux points de passage vers le nord de Ghaza sont fermés depuis. «Les services de base, notamment ceux de l'UNRWA, ont été interrompus ou contraints de cesser», explique-t-il. L'agression sioniste continue depuis le 7 octobre 2023 a fait plus de 42.000 martyrs, et près de 100.000 blessés à Ghaza. Elle a aussi fait des mil-

liers de disparus sous les décombres des habitations bombardées par l'aviation sioniste. Hier, plusieurs Palestiniens sont morts en martyrs lors de bombardements de l'aviation sioniste contre Ghaza. Au moins quatre palestiniens ont été tués et d'autres ont été blessés dans la matinée, lors des bombardements de l'occupation des camps d'Al Maghazi et de Jabaliya, dans le centre et le nord de la bande, d'après l'agence de presse Wafa. La présidence palestinienne a mis en garde, dimanche dernier, contre le danger de la décision des autorités d'occupation sionistes de s'emparer du siège de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) à El Qods-Est occupée. Le porte-parole de la présidence palesti-



nienne, Nabil Abu Rudeina, a indiqué dans un communiqué que «cette décision condamnée et rejetée s'inscrit dans le

contexte de la poursuite (par l'entité sioniste) de ses tentatives d'enterrer la question des réfugiés». «Nous n'autorise-

rons jamais cela, car l'UNRWA et la question des réfugiés sont au cœur de la question palestinienne et représentent des lignes rouges pour toute solution (à la question palestinienne). Il n'y aura pas de sécurité et de stabilité dans l'ensemble de la région tant que la question des réfugiés ne sera pas résolue d'une manière juste et globale, basée sur les résolutions de la légalité internationale», a souligné le responsable palestinien. Le porte-parole de la présidence palestinienne a appelé, enfin, la communauté internationale à «adopter des positions fermes face à cette dangereuse décision (sioniste) qui viole le droit international, en augmentant le soutien apporté à l'UNRWA pour continuer à fournir ses services aux réfugiés palestiniens». **Y.B.**

Le Hezbollah frappe au cœur de l'entité sioniste

Une attaque du Hezbollah sur une base militaire sioniste dans le nord-ouest à Binyamina, en Palestine occupée, a causé la mort d'au moins 4 soldats et fait plus de 60 personnes blessées, dans ce qui est la plus meurtrière attaque du groupe militant Hezbollah sur le territoire de l'entité sioniste, depuis le début de l'opération terrestre au Liban menée par l'armée d'occupation israélienne il y a plus de deux semaines. Selon les secours, l'attaque a été menée par des drones du Hezbollah et l'un des projectiles n'a pas pu être intercepté par l'armée sioniste, entraînant des conséquences tragiques à son ennemie. Les

blessés, dont certains ont subi des blessures graves dues à l'explosion et aux éclats d'obus, ont été évacués en urgence vers les hôpitaux de la région pour recevoir des soins médicaux vitaux. Cette nuit d'alerte à Binyamina, entre Tel Aviv et Haïfa, a mis en lumière «la violence de la situation et le lourd bilan humain, la nécessité de réagir rapidement face à la gravité des blessures causées par l'attaque», a souligné Rafi Sheva, membre du personnel paramédical.

L'accélération du conflit entre l'armée d'occupation israélienne (Tsahal) et le Hezbollah a atteint un point critique

avec l'attaque la plus meurtrière sur l'armée d'occupation israéliennes depuis fin septembre. Le Hezbollah a menacé l'entité sioniste de nouvelles attaques si son offensive au Liban se poursuit.

Au Liban, dans le sud du pays, la Force intérimaire des Nations Unies (Finul) a dénoncé l'entrée en force de chars de l'armée d'occupation israéliennes sur ses positions, Tsahal est accusée de tirer de manière «délibérée» sur les Casques bleus, ce qui, selon le porte-parole de l'ONU, pourrait constituer un «crime de guerre». Le Pentagone, a de son côté, annoncé le déploiement d'un système

antimissile américain en Israël face aux attaques de l'Iran. Emmanuel Macron a eu un échange téléphonique avec le président iranien pour appeler à une désescalade régionale. Parallèlement, l'entité sioniste poursuit son offensive dans la bande de Ghaza, avec le bombardement meurtrier d'une école abritant des déplacés à Nuseirat, dans le centre de l'enclave, ou une vingtaine de morts est à déplorer malheureusement. L'armée d'occupation a également ciblé un hôpital abritant des déplacés à Deir al-Balah, causant la mort d'au moins 3 personnes et blessant 40 autres.

Aïda Mouni

JUSQU'À CE QU'ILS OBTIENNENT PLEINEMENT LEURS DROITS

Le Parti communiste espagnol réitère sa solidarité avec les Sahraouis

Et ce jusqu'à ce qu'ils obtiennent pleinement leurs droits à la liberté et à l'indépendance. Dans le cadre des rencontres de consultation et de coordination avec les élus, les syndicats et les partis politiques, le chargé des questions politiques du Parti communiste espagnol, Julio Martinez, a accueilli, lundi soir, le représentant du Front Polisario dans la Rioja, Mohamed Labat, rapporte l'Agence de presse sahraouie (SPS). Au cours de la rencontre, Julio Martinez a affirmé la détermination de son parti à «participer à la lutte sahraouie et à l'accompagner dans les activités organisées en Espagne et dans les camps de réfugiés sahraouis», selon SPS. Martinez a souligné que cet «accompagnement se poursuivra jusqu'à ce que le peuple sahraoui obtienne pleinement ses droits à la liberté et à l'indépendance», poursuit la même source. La réunion a abordé, selon l'Agence, plusieurs questions, dont la participation aux prochains événements tels que la Conférence des municipalités jumelées entre les départements espagnols et ceux de la République sahraouie, ainsi que le Conférence européenne de solidarité et de soutien au peuple sahraoui, EUCOCO, prévue fin novembre prochain

à Lisbonne, au Portugal. Les deux parties ont également discuté de la préparation d'autres événements tels que la Journée internationale des droits de l'homme, afin de faire la lumière sur la réalité des violations des droits de l'homme com-

mises dans les zones occupées du Sahara occidental et du sud du Maroc, ajoute SPS rapportant que ces violations se déroulent à l'abri des regards, au milieu d'un black-out et un blocus médiatique pratiqués par l'État occupant marocain.

Ces événements seront accueillis par la capitale de la province de La Rioja et seront propices à l'organisation de nombreuses activités politiques et culturelles notamment, d'après l'agence de presse Sahraouie.

TOUT EN METTANT EN GARDE CONTRE UNE GUERRE RÉGIONALE Le roi Abdallah II soutient le Liban face à l'agression sioniste

Le roi Abdallah II soutient le Liban face à l'agression sioniste, et met en garde contre les risques d'une guerre régionale aux conséquences catastrophiques pour tous. Le roi Abdallah II de Jordanie a réaffirmé le soutien indéfectible de son pays envers le Liban, qui fait face à une agression sioniste brutale. Il a également mis en garde contre une guerre régionale «dont les conséquences seraient désastreuses pour tout le monde».

Cette déclaration a été faite lors de la visite du Premier ministre libanais, Najib Mikati, en Jordanie, où ils ont discuté de la situation actuelle au Liban et des attaques sionistes ciblant le sud du

pays, selon le bureau du Premier ministre libanais. Le roi a souligné que la Jordanie s'engage à collaborer avec ses frères arabes et d'autres nations pour mettre un terme à cette guerre. Il a exprimé le soutien total de la Jordanie envers le Liban et son peuple, ainsi que son engagement à aider à atténuer les souffrances causées par l'agression en cours. Abdallah II a également averti que la poursuite de cette agression pourrait entraîner une escalade régionale aux conséquences désastreuses. De son côté, Mikati a remercié le roi pour la position solidaire de la Jordanie et a salué l'aide apportée par le Royaume, notamment par le biais d'un pont aérien

entre Amman et Beyrouth pour secourir les personnes déplacées par la guerre. Mikati a également rencontré le Premier ministre jordanien, Jaafar Hassan, pour discuter des répercussions de l'agression sioniste et de l'évolution de la situation dans la région. Depuis le 7 octobre 2023, l'entité sioniste a intensifié ses attaques, touchant non seulement Ghaza, mais aussi de nombreuses régions du Liban, y compris Beyrouth, avec des frappes aériennes d'une violence inouïe. Le bilan des victimes de cette agression dépasse désormais les 2.300 martyrs, principalement des femmes et des enfants, selon le ministre libanais de la Santé.

OUVERTURE DE LA 90^E ÉDITION DU MONDIAL DE L'AUTOMOBILE DE PARIS

Les constructeurs chinois à l'assaut de l'Europe



Les constructeurs chinois sont arrivés en nombre au 90^e Mondial de l'Automobile de Paris 2024, mais pas aussi nombreux qu'on s'attendait. Ils étaient huit (BYD, Dong Feng Forthing, MG, Seres, Faw, XPeng, Hongqi, Maxus), neuf si l'on s'ajoute Leapmotor qui appartient au groupe Stellantis. Mais il manquait à l'appel les Chery, Geely, Baic, Rowe, JAC, JMC... Cette édition est le théâtre d'un face-à-face entre constructeurs chinois et européens dans un climat de vive tension du fait que l'Union européenne se prépare à imposer de lourdes taxes douanières sur les véhicules électriques

produits en Chine (jusqu'à 45%). Une mesure qui vient en réaction à l'ambition des constructeurs chinois qui commencent à envahir le marché européen de l'électrique, domaine où ils sont difficilement concurrentiels, à un moment charnière qui voit les constructeurs européens, en difficulté, peiner à faire face aux exigences du marché et de l'UE. Il faut dire que les véhicules chinois, électriques plus particulièrement, sont moins chers que leurs concurrents européens, proposant des véhicules électriques (VE) plus acceptables pour les petites et moyennes bourses.

Révélation choc de Boris Johnson sur Elizabeth II...

L'ex-Premier ministre britannique Boris Johnson vient de révéler dans ses mémoires la vraie cause de la mort de la reine Elizabeth II. "L'ancien Premier ministre Boris Johnson affirme que la reine Elizabeth souffrait d'un cancer des os", cette phrase a émaillé tous les journaux et magazines de la presse britannique lorsque sont parues les bonnes feuilles des mémoires de l'ex-Premier ministre, début octobre, selon BFMTV. Buckingham a toujours tu les causes de la mort de la reine Elizabeth, le 8 septembre 2022 à l'âge de 96, inscrivant sur son certificat de décès que la souveraine était morte de "vieillesse". En

révélant la maladie dont souffrait la reine, Boris Johnson s'attaque ainsi à un tabou de la famille royale, du moins jusqu'à Elizabeth II, celui de la santé royale. Si Charles III a opté pour une certaine transparence, en révélant en début d'année être atteint d'un cancer, sans en dévoiler la nature cependant, la reine n'a jamais voulu communiquer sur le sujet. Tout comme ses prédécesseurs. La souveraine était en effet très diminuée à la fin de sa vie, mais le palais n'a jamais évoqué sa santé qu'avec beaucoup d'euphémisme, parlant "d'inconfort" et de "problèmes de mobilité" pour expliquer son absence ou son besoin de repos.

L'Agence Alnaft annonce le lancement d'un appel d'offres international

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) a annoncé, lundi à Oran, le lancement d'un appel à concurrence international "Algeria Bid Round 2024" pour des investissements dans le domaine pétrolier et gazier. L'annonce a été faite par le président du Comité de direction d'Alnaft, M. Mourad Beldjeham, lors de la cérémonie d'ouverture de la 12^{ème} édition du NAPEC 2024 au CCO d'Oran. Dans ce cadre, M. Beldjeham a donné des détails exhaustifs sur les exigences de l'appel à concurrence, le calendrier y afférent, ainsi que les critères des soumissions présentés. Dans son allocution, le président d'Alnaft a souligné la disponibilité de grandes opportunités pour les investisseurs et les compagnies nationales et internationales pour participer dans des projets stratégiques dans l'amont



pétrolier et gazier, en particulier dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation. Cet appel à concurrence est le premier d'une série d'appels du même type, qui s'étaleront sur les cinq prochaines années et qui permettront aux investisseurs d'avoir une vision claire sur les opportunités d'investissement que le domaine minier offre. Il convient de rappeler que le présent appel à concurrence concerne six blocs localisés dans différentes régions, à savoir El Mazayed, Ahara, Reggane 2, Zarafa 2, Tawal et Qarn El Kassa.

Retrait définitif du nom du tyran « Bugeaud » d'une avenue à Paris

La mairie de Paris vient de retirer le nom du tyran de l'époque coloniale, le maréchal Bugeaud, et le remplacer par le nom d'Hubert-Germain. Lundi 14 octobre 2024, la maire de Paris Anne Hidalgo inaugure une avenue Hubert-Germain, dernier Compagnon de la Libération, dont le nom remplacera dans le XVI^e arrondissement celui du maréchal Bugeaud, figure de la colonisation de l'Algérie par la France au XIX^e siècle, a rapporté *Le Figaro*. Hubert Germain, né dans le XVI^e arrondissement, s'était engagé dans les Forces françaises libres dès juin 1940 et a participé au débarquement de Provence en 1944. À travers ce changement de nom, la Ville souhaite « rendre un dernier hommage » à ce résistant, qui était « l'ultime survivant des Compagnons de la Libération » à son décès en 2021, explique-t-elle dans un communiqué diffusé mercredi. La maire PS avait

annoncé son intention de débaptiser l'avenue Bugeaud en novembre 2023, en raison du « rôle éminemment néfaste » joué par le maréchal. En Algérie, dans les années 1830-1840, il s'était « rendu coupable de ce qui serait aujourd'hui qualifié de crimes de guerre ». Il a aussi commis des « exactions » en France, « en particulier lors de la répression de l'insurrection républicaine de 1834 », soulignait la mairie pour justifier son choix. La décision a été votée à l'unanimité au Conseil de Paris le 11 juillet, même si certains élus ont montré leurs réticences à débaptiser des rues: « qu'on vienne dénoncer (le colonialisme) aujourd'hui, oui. Le gommer complètement, c'est absurde et n'aidera personne », a plaidé l'élue LR Francis Szpiner. Il s'agit du cinquième lieu débaptisé à Paris depuis 2001. Ces opérations ne concernent que « des cas exceptionnels », selon la mairie.

12^E SALON DE NAPEC

CASH Assurances y prend part

La compagnie d'Assurances des Hydrocarbures, CASH Assurances, sera présente au 12^{ème} Salon « North Africa Petroleum Exhibition Conference » - NAPEC-, qui se tiendra au Centre des Conventions Mohamed Ben Ahmed, à Oran, du 14 au 16/10/2024. Placé sous le thème « Equilibrer les hydrocarbures et les énergies propres :

vers un mix énergétique efficace », cet événement réunira des opérateurs du secteur pétrolier et gazier, et des fournisseurs de produits et services en relation avec les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie, a indiqué dimanche un communiqué de CASH Assurances. En sa qualité de compagnie d'assurance, leader dans le domaine des

assurances de l'énergie, les équipes de CASH Assurances profiteront de cette occasion pour « rencontrer et échanger avec ses nombreux partenaires qui seront présents au plus grand salon professionnel des hydrocarbures et de l'énergie en Afrique et dans le bassin Méditerranéen », précise le communiqué.

En outre, ce salon sera également une opportunité aux équipes de CASH assurances « d'exposer les nouveaux produits et services de la compagnie et leur faire découvrir son expertise acquise dans l'accompagnement de grands projets dans le domaine énergétique tout au long des 25 années de son existence », souligne le document.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse
Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/Fax administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
PAR INTÉRIM:
RABAH YUCEF RABAH

DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION
ET DES FINANCES
NOURDINE BRAHMI

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALLOCATION FORFAITAIRE DE SOLIDARITÉ

Le gouvernement établit les règles d'attribution

Un décret exécutif précisant les catégories bénéficiant de la subvention forfaitaire de solidarité, ainsi que les conditions et modalités d'attribution a été publié au dernier numéro du Journal officiel.

En effet, en parcourant le texte du décret, on apprend que cette nouvelle subvention forfaitaire de solidarité est estimée à une valeur de 7 000 dinars ou 12 000 dinars et est destinée à des groupes sans revenus.

Ainsi donc et pour ce qui est de la subvention forfaitaire de solidarité, qui est estimée à sept mille dinars (7.000,00 DZD) par mois, il est bien indiqué qu'elle est destinée au «chef de famille physiquement incapable de travailler» ainsi qu'à «la personne qui vit seule, sans famille et physiquement incapable de travailler», comme le stipule l'article 2 du texte du décret.

Dans ce même ordre d'idées, une subvention de 7 000 dinars a été également allouée à «la femme chef de famille âgée de moins de 60 ans ainsi que pour «les personnes âgées de soixante (60) ans ou plus et non placées dans un établissement spécialisé». Ceci, sans oublier également les personnes handicapées et en phase terminale, âgées de dix-huit (18) ans ou plus, qui souffrent d'une mala-



die chronique entraînant une invalidité ou qui possèdent une carte de besoins spéciaux et qui sont également concernés par cette subvention.

Par ailleurs, cette même somme de 7 000 dinars est également allouée aux familles qui parrainent une, ou plusieurs personnes aux besoins particuliers âgées de moins de 18 ans et bénéficiant d'un handicap à 100 pour cent. Cette subvention est versée à chaque personne parrainée par lui. D'autre part et pour la subven-

tion estimée à 12 mille dinars, l'article 3 du même texte du décret, l'allocation forfaitaire de solidarité, estimée à douze mille dinars (12.000,00) par mois, bénéficie aux personnes à besoins particuliers âgées de dix-huit (18) ans ou plus et qui obtiennent une personne avec carte d'assistance spécialisée au taux de 100 % et ce, quelle que soit la nature de son handicap.

Les familles qui parrainent une ou plusieurs personnes à besoins particuliers, dont 100% ont moins de dix-huit (18) ans

et disposent d'une carte de besoins particuliers, bénéficient également de cette subvention de 12.000 dinars. Cette subvention est également versée à chaque personne parrainée par lui. Pour bénéficier de la subvention forfaitaire de solidarité, les personnes appartenant aux catégories mentionnées doivent remplir les conditions suivantes:

- Ils doivent être de nationalité algérienne
- Ils doivent résider en Algérie

Encore faut-il savoir que les chefs de famille ou les personnes souhaitant bénéficier de l'allocation forfaitaire de solidarité sont également inscrits au niveau des services communaux où ils résident et ce : soit dans le Département ou le dans le Bureau des Activités Sociales, selon le cas.

Et ce sera donc sur la base d'un dossier déposé par eux personnellement ou par leur représentant légal, contre délivrance d'un récépissé de dépôt, que cette étape est possible. Concernant le dossier de demande pour bénéficier de la subvention forfaitaire de solidarité, il doit comprendre les documents suivants :

- Une demande signée par la personne concernée, ou son représentant légal,
- Acte de situation familiale et/ou acte de naissance selon le cas,
- Un certificat de résidence à jour
- Une attestation de non-revenu, reçue par les services compétents
- Une photographie
- Attestations prouvant la non-affiliation à un organisme de sécurité sociale
- Un rapport médical d'un médecin spécialiste des établissements publics de santé, attestant que la personne concernée souffre d'une maladie chronique ou incurable entraînant une incapacité de travail.

S.B.

Nécessité de renforcer la lutte contre la diphtérie et la grippe saisonnière

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé hier à Alger une réunion consacrée à «la numérisation, les urgences médicales et la vaccination contre la diphtérie», rassemblant les directeurs de la santé et de la population des différentes wilayas. Lors de son discours, Saihi a annoncé que la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière se poursuivrait gratuitement pendant l'automne et l'hiver dans les centres de santé publique, avec une première étape de 2 millions de doses disponibles. Il a également souligné l'importance de la vaccination pour les groupes vulnérables, notamment les personnes âgées et les malades chroniques. Concernant les cas de diphtérie signalés dans certaines wilayas du Sud, le ministre a précisé que «la situation a été maîtrisée grâce à une vaste campagne de vaccination dans les régions frontalières d'In Guezzam, Tinzaouen, Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar», ajoutant que l'opération de vaccination «se poursuit en dehors des zones urbaines». Saihi a également indiqué que «la majorité des cas de diphtérie enregistrés sont des cas importés de l'étranger», et a assuré que tous les «moyens humains et matériels nécessaires à l'éradication de cette maladie sont mobilisés».

ÉDUCATION NATIONALE

Le calendrier des vacances dévoilé

Le ministère de l'Éducation nationale vient de fixer le calendrier des vacances scolaires de l'année 2024-2025. En effet, dans son communiqué sur le sujet, le ministère de l'Éducation écrit que «Conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi 08-04 du 15 Moharam 1429, correspondant au 23 janvier 2008, portant loi d'orientation sur l'éducation nationale et l'arrêté du 6 octobre 2024 fixant le calendrier des vacances scolaires de l'année 2024-2025, le ministère de l'Éducation nationale a fixé le calendrier des vacances scolaires de l'année 2024-2025», précise un communiqué du ministère. La même source a développé ce calendrier en indiquant



que : «les vacances d'automne débuteront le mardi 29 octobre 2024 jusqu'au dimanche 3 novembre 2024. Les vacances d'hiver débuteront le jeudi 19 décembre 2024 jusqu'au dimanche 5 janvier 2025. Les vacances du printemps débuteront le jeudi

20 mars 2025 jusqu'au dimanche 6 avril 2025, et ce pour toutes les régions du pays», fait savoir le ministère de l'Éducation. De plus, et en ce qui concerne les vacances d'été, le communiqué du ministère annonce qu'elles débuteront, pour les

enseignants dans tout le territoire national, le jeudi 10 juillet 2025, et pour le personnel administratif, «après le parachèvement de toutes les opérations relatives à la fin de l'année scolaire, dont les réunions des conseils d'admission et d'orientation, l'annonce des résultats des examens officiels et la remise des différents documents aux élèves, ainsi que toutes les opérations relatives à la rentrée scolaire».

Enfin, le même ministère a tenu, également, à préciser que les vacances d'été, dans les première et deuxième zones, ont été fixées à partir du jeudi 24 juillet 2025, et dans la troisième zone, à compter du 17 juillet 2025.

S.B.

ENPI : début des inscriptions pour acquérir des villas

L'Entreprise Nationale de Promotion Immobilière (ENPI) vient d'informer tous les citoyens sur l'ensemble du territoire national ou à l'extérieur du pays, que ceux qui souhaitent postuler pour acquérir un logement dans le cadre du programme de promotion gratuite, le site Internet de l'Entreprise nationale pour la promotion immobilière sera ouvert pour l'inscription dans la wilaya de Tlemcen.

Selon sa page de l'Entreprise Nationale pour la Promotion Immobilière, cet organisme fait savoir que les inscriptions débuteront ce mercredi 16 octobre 2024, à partir de 11h00. La même source indique que l'affaire concerne la localisation : 34/4 Villa Tarqawi Horr Al-Azhar, wilaya de Tlemcen. Il est bien précisé, en outre, que ce site contient des villas de quatre pièces. La superficie de la villa de

quatre pièces varie de 184,88 mètres carrés à 186,98 mètres carrés. Quant au prix d'une villa de quatre pièces, il varie de 13 561 671,00 DZD à 13 699 011,00 DZD. Enfin, l'Entreprise Nationale de Promotion Immobilière (ENPI), a conclu son communiqué sur le sujet en indiquant que l'inscription se fait via le site officiel de l'institution : <https://www.enpi.dz>.

S.B.

COOPÉRATION ALGÉRO-RUSSE

Plusieurs projets d'intérêt commun en vue

Lors du forum organisé hier, les deux parties ont souligné la nécessité d'œuvrer à la conclusion d'accords commerciaux au bénéfice des opérateurs économiques des deux pays dans de nombreux secteurs d'intérêt bilatéral commun.

L'Algérie et la Russie ambitionnent de conclure de nouveaux accords commerciaux au bénéfice des opérateurs économiques des deux pays dans de nombreux secteurs d'intérêt bilatéral commun.

C'est ce qui ressort du forum économique algéro-russe, organisé hier par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI). Selon un communiqué de la Caci, cette réunion a été présidée par le directeur général de la CACI, Hocine Zaoui, et le président de la chambre Kamel Hamani, en présence de M. Rabah Fassih, directeur de la promotion et du soutien des échanges économiques au ministère des Affaires étrangères, et de M. Sergueï Sharaev, attaché commercial à l'ambassade de Russie en Algérie.

Cette rencontre intervient compte tenu de l'intérêt que l'Algérie et la Russie attachent

au développement et au renforcement des liens des relations économiques entre les deux pays dans le souci de partenariats fructueux et créateurs de richesse pour les économies des deux pays.

Lors de ce forum, les deux parties ont souligné la nécessité d'œuvrer à la conclusion d'accords commerciaux au bénéfice des opérateurs économiques des deux pays dans de nombreux secteurs d'intérêt bilatéral commun.

Dans un discours de M Zaoui a souligné les capacités et les incitations dont regorge l'économie algérienne pour les investisseurs, notamment étrangers, comme le réseau routier moderne, les chemins de fer, les aéroports, les installations portuaires ainsi que le tissu industriel.

De son côté, la partie russe a souligné sa disposition à ouvrir



de nouveaux horizons pour élargir la coopération bilatérale entre les deux pays et investir dans le marché algérien.

Une présentation a également été faite sur le climat des affaires et les opportunités d'investissement en Algérie par un représentant de l'Agence Nationale de

Promotion et d'Appui aux Investissements (AAPI).

Enfin, le forum s'est conclu par des rencontres d'affaires bilatérales B2B qui ont regroupé des entreprises algériennes avec leurs homologues russes dans les domaines de la médecine, de l'industrie pharmaceutique, de

l'agriculture, des industries agroalimentaires et d'autres secteurs vitaux.

notons que selon les dernières statistiques de l'Ambassade d'Algérie à Moscou, concernant les échanges commerciaux, le ressort qu'en 2021, le chiffre d'affaires commercial de la Russie avec l'Algérie s'est élevé à 3 007 713 050 USD. Une augmentation de 3,20 % (93 182 726 \$) par rapport à 2020. Les exportations de la Russie vers l'Algérie en 2021 se sont élevées à 2 989 446 269 USD. Une augmentation de 2,89 % (84 055 659 \$) par rapport à 2020. Les importations russes en provenance d'Algérie en 2021 se sont élevées à 18 266 781 USD. Une augmentation de 99,86 % (9 127 067 \$) par rapport à 2020. En 2023, les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Russie avoisinent les trois milliards de dollars.

Inès B.

NOUVELLE PLATEFORME "TABIOUCOM"

La DGI renforce la sensibilisation

La direction générale des impôts (DGI) est décidée à faire réussir son projet de paiement en ligne des droits de timbres fiscaux via la plateforme numérique "Tabioucom". Depuis le lancement de cette plateforme le 09 août dernier, la DGI axe sa stratégie sur la sensibilisation en organisant quotidiennement des journées d'information et de sensibilisation au niveau des services de paiement des impôts dans différentes wilayas du pays, au cours desquelles des explications sont fournies aux citoyens sur la fonctionnement de cette plateforme, qui vise à améliorer et accélérer les procédures et ainsi gagner du temps et les frais de déplacement. "Des journées d'information ont été organisées au niveau des services biométriques pour toutes les communes d'Alger, notamment Megharia, Kouba, Birkhadem, la Casbah, Sidi M'hamed, Mouradia...etc., qui comprenaient des explications détaillées sur l'utilisation de la plateforme numérique "Tabioucom", qui permet aux citoyens de payer facilement leurs droits de timbre depuis leur

domicile via Internet sans avoir besoin de se déplacer chez les collecteurs d'impôts. Les citoyens ont apprécié cette initiative et ont exprimé leur admiration pour ce service numérique qui contribue à faciliter leurs démarches administratives", annonce la DGI sur son compte officiel Facebook. D'autres wilayas sont également concernées par ces journées d'information, à savoir Menéa, Batna, El Kala, et Mostaganem. Notons que la plateforme "Tabioucom" est accessible 24h/24 et 7j/7, permet de s'acquitter des droits de timbres dus par carte Edahabia ou carte CIB, ainsi que de télécharger le reçu de paiement. Selon les explications fournies, le reçu fait office de document électronique à joindre, dans une première phase, aux dossiers de passeport délivré en Algérie, de la carte nationale d'identité (pour des cas particuliers) et du permis de conduire. Ce service sera élargi pour inclure d'autres documents administratifs, à savoir le passeport délivré à l'étranger, les visas, les registres de commerce, les contrats

de transport, la carte de résidence pour les étrangers ainsi que les documents consulaires.

Cette plateforme disponibles en trois langues (arabe, anglais et français), est accessible via le site électronique (tabioucom.mf.gov.dz), et une cellule d'écoute a été mise en place pour recevoir les préoccupations des utilisateurs, via le courriel (tabioucom@mf.gov.dz). Cette plateforme a été conçue par des groupes de travail des ministères des Finances, de l'Intérieur et de la Poste, du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique ainsi que de l'Entreprise d'Appui au développement du numérique (EADN).

Un accord de partenariat a été signé, à cet effet, entre la DGI et la Direction générale de la modernisation, de la documentation et des archives relevant du ministère de l'Intérieur, pour définir les modalités pratiques de vérification et de validation des reçus du e-paiement des

droits de timbre. Cette plateforme s'inscrit donc dans le cadre de la simplification des démarches administratives, afin de permettre au citoyen ainsi qu'à l'opérateur économique d'éviter les déplacements aux recettes des impôts pour s'acquitter des droits de timbre, ainsi que d'éviter toute forme de contrebande et de falsification des timbres fiscaux.

Les services disponibles sur la plateforme "Tabioucom" sont un "modèle à suivre" en matière de développement des services numériques, qui contribueront, sans doute, au renforcement de la confiance entre le citoyen et l'administration. Entres autres avantages de la plateforme "Tabioucom", il y a l'augmentation du recouvrement fiscal, la mobilisation des ressources fiscales, et la garantie des droits du Trésor public à travers la création d'un mécanisme permettant de vérifier le paiement effectif, ainsi que la promotion de l'utilisation des moyens de paiement électroniques pour renforcer l'inclusion financière.

I.B.

FINANCES

Evaluation du plan stratégique de la DGP

L'année 2025, considérée comme une année charnière pour notre pays, marquera le début d'un mandat axé sur la performance économique. "Il est important d'intégrer dans le plan stratégique de la Direction Générale de la Prospective (DGP) les aspects liés à la mobilisation des ressources et à la prise en charge de la sphère informelle, afin de renforcer la capacité d'adaptation de l'économie nationale face aux défis actuels", a indiqué, hier, le ministre des Finances, Laaziz Faïd lors d'une réunion de coordination, consacrée à l'évaluation de l'état de mise en œuvre du plan stratégique de la Direction Générale de la Prospective (DGP).

Selon un communiqué du ministère, cette rencontre s'inscrit dans le cadre du cycle

de réunions visant à renforcer la synergie et l'interconnexion entre les structures du ministère des Finances, notamment les entités chargées de la prévision et de la prospective, à savoir, la Direction Générale de la Prévision et des Politiques, la Direction Générale de la Prospective ainsi que l'Office National des Statistiques, explique la même source.

L'objectif est d'encourager le travail collaboratif et de valoriser le rôle stratégique de la DGP dans l'élaboration des visions économiques à long terme, telles que la vision Algérie 2040 et au-delà, précise le ministère.

Lors de cette réunion, M. Faïd a souligné "l'importance de placer le développement du capital humain au centre des initiatives du ministère, en rappelant

que le succès des stratégies de développement économique durable repose avant tout sur les compétences et l'engagement des équipes. Il a également mis l'accent sur "la nécessité de conjuguer les efforts et de fluidifier la circulation de l'information entre les différentes entités afin de favoriser une prise de décision éclairée et réactive".

Le ministère a, dans ce sens, rappelé que les axes stratégiques de la DGP sont structurés autour de plusieurs priorités essentielles, à savoir l'élaboration d'études et d'analyses prospectives portant sur les questions de développement économique, territorial, social et humain, ainsi qu'environnemental et technologique.

La DGP se consacre également à l'analyse et à l'évaluation de

la cohérence et de l'efficacité des politiques et des programmes de développement en vigueur. Parallèlement, elle vise à s'approprier les outils et instruments d'analyse et de prospective pour affiner ses capacités d'anticipation.

Enfin, le renforcement des compétences et des capacités humaines constitue, selon la même source, une dimension clé, à travers un perfectionnement continu du personnel sur les aspects techniques et analytiques nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

A cet égard, le rôle du ministère des Finances sera "primordial" pour répondre aux attentes des plus hautes autorités et pour mener à bien les actions nécessaires à la réalisation des objectifs assignés, notamment par la priorisation de la dimension

prospective des prévisions économiques, a-t-on noté. Au cours de cette rencontre, le responsable en charge de la DGP a présenté les principaux travaux entrepris, ainsi que le plan d'action pour 2025, en mettant l'accent sur la mise en œuvre des axes stratégiques et la réalisation des objectifs prédéfinis, indique le communiqué.

Parmi les contributions importantes de la DGP, figure la réalisation de "la Vision Algérie 2030", et "la Vision Algérie 2035".

Cette réunion s'inscrit dans "une dynamique de concertation continue, visant à susciter le débat sur les meilleures stratégies pour atteindre les objectifs fixés, tout en renforçant l'adhésion active et effective des parties prenantes", a-t-on assuré.

SAISON AGRICOLE À TOUGGOURT

Plus d'un million de quintaux de dattes prévus

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan du secteur visant le développement de la filière phœnicicole et la promotion de la production des dattes dans la wilaya, il est prévu la plantation de plus de 21.000 nouveaux palmiers dattiers (Djebbar) avant la fin de cette année.



Une production prévisionnelle de pas moins de 1.134.300 quintaux (qx) de dattes est attendue dans la wilaya de Touggourt au titre de l'actuelle saison agricole. C'est ce qu'a annoncé la direction des Services agricoles (DSA). Une «hausse relative» de la production de dattes, telles que Deglet Nour, Ghars et Degla Beida, est prévue cette saison, selon les indicateurs positifs enregistrés dans cette filière agricole au cours de cette saison, notamment suite au succès de la campagne préventive de lutte contre le Boufaroua, a indiqué le che D'une capacité de 120 lits, les travaux de réalisation du nouvel hôpital de M'Chedallah, à l'arrêt depuis 2018, viennent d'être relancés après l'installation de la nouvelle entreprise chargée de parachever le chantier, indique la direction de la santé et de la population (DSP). C'est lors d'une visite du wal Abdelkrim Laâmourî dans cette commune située à quelque 40 km à l'est du chef-lieu de wilaya de Bouira, que la nouvelle entreprise privée «Zahar Construction», chargée de parachever les travaux de ce nouvel hôpital, a été installée en présence des autori-

tés locales civiles et militaires ainsi que d'une foule nombreuse de citoyens de la région. Sur le site du chantier, le chef de l'exécutif a donné des instructions fermes à l'entreprise pour parachever le projet dans un délai de 12 mois, avec le respect des normes de construction de ce genre d'établissements hospitaliers. Lancés en juin 2014 pour un montant de plus de 3 milliards de dinars, les travaux de réalisation du nouvel hôpital de M'Chedallah sont à l'arrêt depuis 2018 en raison de plusieurs contraintes techniques, administratives et financières, selon les précisions du DSP, Kamel Cheffai. Le taux d'avancement des travaux n'a pas dépassé les 26 %, selon la DSP. L'infrastructure hospitalière est érigée sur une superficie de deux hectares au lieu-dit Bouaklane à l'entrée ouest de la commune de M'Chedallah. «Le montant de réalisation de ce projet a été réévalué afin de poursuivre les travaux », a précisé M. Cheffai. Le plan de la structure porte notamment sur la réalisation d'un bloc opératoire composé de quatre salles, d'un bloc d'imagerie médicale et d'un labora-

toire. Lors de la dernière session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le wali avait annoncé le lancement d'un avis d'appel d'offre dans le cadre d'une opération intitulée «Suivi du reste à réaliser pour le nouvel hôpital de M'Chedallah». Le chef de l'exécutif a appelé les responsables du secteur à veiller vigoureusement à ce que toutes les entraves soient levées pour relancer cet «important » projet, tant attendu dans la région de M'Chedallah qui compte une population de plus de 18.000 habitants. Au cours de la même visite, le wali de Bouira a aussi demandé au premier responsable local du secteur de la santé d'œuvrer pour l'accélération de la cadence des travaux de réalisation des nouveaux hôpitaux de 120 lits à Ain Bessam (Est de Bouira), et de 80 lits à Bordj Khri (au Sud). f du service des statistiques à la DSA, Khaled Bariyala. Il a fait part d'un «recul notable» de la propagation de Boufaroua durant cette saison agricole dans la plupart des palmeraies de la wilaya de Touggourt par rapport à la précédente saison. Un nombre important de pal-

miers sont entrés en phase de production cette saison dans plusieurs régions de la wilaya, notamment dans les daïras de Touggourt, Megarine et Témachine, où se concentrent la plupart des palmeraies, ce qui assurera une «récolte abondante» de dattes de haute qualité lors de l'actuelle campagne de cueillette, selon cette même source. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan du secteur visant le développement de la filière phœnicicole et la promotion de la production des dattes dans la wilaya, il est prévu la plantation de plus de 21.000 nouveaux palmiers dattiers (Djebbar) avant la fin de cette année, soit le quota dont a bénéficié les agriculteurs de la région au titre du programme de soutien agricole pour l'acquisition et la plantation de palmiers dattiers, a-t-il fait savoir. La direction des Services agricoles de la wilaya de Touggourt s'engage à promouvoir cette filière stratégique et à améliorer sa rentabilité en œuvrant à assurer l'accompagnement des producteurs, la prise en charge de leurs préoccupations, et les difficultés auxquelles ils font face, notamment celles liées à la commercialisation des dattes, vu le manque des marchés et espaces commerciaux locaux dédiés à son exposition et à sa commercialisation dans des conditions appropriées. Considérée comme l'une des principales régions en termes de production de dattes, la wilaya de Touggourt dispose d'une richesse phœnicicole de plus de 1,5 million de palmiers dattiers, répartis sur les différentes palmeraies et oasis de la région.

DJELFA

Plus de 67 000 ha affectés à la céréaliculture

Une superficie globale de 67.740 ha a été affectée à la céréaliculture à Djelfa au titre de la campagne labours-semailles de la saison agricole 2024/2025, a indiqué la direction des services agricoles de la wilaya (DSA). Le coup d'envoi de la campagne labours-semailles a été donné à partir d'une exploitation agricole du lieudit Mguitaâ

El Ouassat, dans la commune de Tadmit (50 km au sud de Djelfa). Sur cette superficie destinée à la céréaliculture, 48.000 ha sont réservés à la culture de l'orge, 19.000 ha au blé dur, plus de 700 ha au blé tendre et près de 1.000 ha à l'avoine, a souligné le directeur du secteur, Mohamed Abdallah Bensalem, assurant que tous les moyens ont été

mobilisés pour la réussite de la campagne labours-semailles. Cette opportunité a également donné lieu au lancement, par le wali Ammar Ali Bensaâd, des travaux de réalisation de quatre (4) centres de proximité de collecte de céréales d'une capacité de 50.000 qx chacun, dont un (1) à Amra, commune d'Ain Ibel, un (1) à Mguitaâ El Ouassat

commune de Tadmit, et deux (2) dans les communes de Douis et Deldoul (sud de la wilaya). A noter que la DSA a programmé la réalisation de quatre (4) autres centres de collecte de céréales ainsi que d'un silo d'une capacité de stockage d'un (1) million de quintaux, ce qui portera la capacité totale de stockage de la wilaya à 1,9 million de qx.

HÔPITAL DE M'CHEDALLAH DE BOUIRA

Relance des travaux de réalisation

D'une capacité de 120 lits, les travaux de réalisation du nouvel hôpital de M'Chedallah, à l'arrêt depuis 2018, viennent d'être relancés après l'installation de la nouvelle entreprise chargée de parachever le chantier, indique la direction de la santé et de la population (DSP). C'est lors d'une visite du wal Abdelkrim Laâmourî dans cette commune située à quelque 40 km à l'est du chef-lieu de wilaya de Bouira, que la nouvelle entreprise privée «Zahar Construction», chargée de parachever les travaux de ce nouvel hôpital, a été installée en présence des autorités locales civiles et militaires ainsi que d'une

foule nombreuse de citoyens de la région. Sur le site du chantier, le chef de l'exécutif a donné des instructions fermes à l'entreprise pour parachever le projet dans un délai de 12 mois, avec le respect des normes de construction de ce genre d'établissements hospitaliers. Lancés en juin 2014 pour un montant de plus de 3 milliards de dinars, les travaux de réalisation du nouvel hôpital de M'Chedallah sont à l'arrêt depuis 2018 en raison de plusieurs contraintes techniques, administratives et financières, selon les précisions du DSP, Kamel Cheffai. Le taux d'avancement des travaux n'a pas dépassé les 26 %, selon la

DSP. L'infrastructure hospitalière est érigée sur une superficie de deux hectares au lieu-dit Bouaklane à l'entrée ouest de la commune de M'Chedallah. «Le montant de réalisation de ce projet a été réévalué afin de poursuivre les travaux », a précisé M. Cheffai. Le plan de la structure porte notamment sur la réalisation d'un bloc opératoire composé de quatre salles, d'un bloc d'imagerie médicale et d'un laboratoire. Lors de la dernière session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le wali avait annoncé le lancement d'un avis d'appel d'offre dans le cadre d'une opération intitulée «Suivi du reste à réaliser

pour le nouvel hôpital de M'Chedallah». Le chef de l'exécutif a appelé les responsables du secteur à veiller vigoureusement à ce que toutes les entraves soient levées pour relancer cet «important » projet, tant attendu dans la région de M'Chedallah qui compte une population de plus de 18.000 habitants. Au cours de la même visite, le wali de Bouira a aussi demandé au premier responsable local du secteur de la santé d'œuvrer pour l'accélération de la cadence des travaux de réalisation des nouveaux hôpitaux de 120 lits à Ain Bessam (Est de Bouira), et de 80 lits à Bordj Khri (au Sud).

MÉDÉA L'EPH Mohamed- Boudiaf érigé en CHU

Le ministère de la Santé a décidé d'ériger l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed Boudiaf de Médéa en Centre hospitalier universitaire (CHU) appelé à renforcer le niveau de qualification du personnel médical et à assurer la formation des futurs médecins, a indiqué le directeur local de la santé et de la population (DSP).

«La décision de transformer l'EPH de Médéa en CHU a été prise après la visite, jeudi passé, du ministre de la santé, Abdelhak Saihi, pour donner à partir de Médéa le coup d'envoi de la caravane de prévention et de dépistage précoce du cancer du sein, à l'occasion d'Octobre rose», a indiqué le DSP, Mohamed Zohir Hadj Sadok. «Une commission d'experts a été dépêchée, il y a quelques mois, par le ministère de la santé au niveau de l'EPH de Médéa pour dresser un état des lieux en prévision de ce changement de statut», a-t-il ajouté. «Ce changement de statut est un acquis important pour le secteur de la santé dans la wilaya et vient en supplément d'une autre décision d'égal intérêt qui a trait à l'ouverture, lors de la rentrée universitaire 2024/2025, d'une annexe de médecine au pôle universitaire de Médéa», a souligné le responsable. Deux acquis qui vont avoir un «réel impact» sur le plan de la formation de l'encadrement médical et de la qualité des prestations dispensées aux patients de la wilaya ou d'ailleurs, a-t-il affirmé. Le DSP a fait part, dans le même sillage, des procédures «en cours» pour implanter de nouvelles structures dans l'enceinte de l'hôpital Mohamed Boudiaf à la faveur de cette modification de statut. Il s'agit, a-t-il précisé, d'un bloc pédagogique destiné à l'accueil des étudiants en médecine, d'un autre pour les médecins résidents, ainsi que divers autres services indispensables au bon fonctionnement du futur CHU. Des instructions fermes ont été données par le wali, Djahid Mous, à l'issue de sa visite, dimanche soir à l'EPH de Médéa, pour accélérer les procédures administratives et élaborer une fiche technique des structures prévues sur place et qui soit adaptée à la nouvelle vocation de cet établissement hospitalier, a conclu le DSP.

PRISE EN CHARGE DES ÉLÈVES REDOUBLANTS AU NIVEAU NATIONAL

Nécessité de multiplier les efforts pour faire face à la déperdition scolaire

Phénomène mondial, la déperdition scolaire a un coût exorbitant. Selon un rapport de l'UNESCO intitulé «Le prix de l'inaction», d'ici à 2030, les économies mondiales perdront environ 10.000 milliards de dollars par an en raison du décrochage scolaire et du manque de compétences de base.

La déperdition scolaire, un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur en Algérie. Une situation qui inquiète les parents et l'ensemble des acteurs de l'éducation, que les autorités publiques veulent prendre à bras-le-corps.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait d'ailleurs souligné, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 22 septembre dernier, l'importance de la poursuite des efforts pour prendre en charge les élèves redoublants et leur donner la chance d'être

réintégrés autant que possible afin de réduire la déperdition scolaire.

En application de ces instructions, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a présidé samedi, par visioconférence, une conférence nationale sur la réintégration des élèves, en présence des cadres de l'administration centrale et des directeurs de l'éducation. A cette occasion, il a présenté les résultats de la première phase de l'étude des demandes de réintégration des élèves, exclus du système scolaire notamment après avoir échoué aux examens officiels (Bac et BEM). Il a confirmé que les directions de l'éducation se chargeront de traiter les demandes restantes lors de la deuxième phase, avant de prendre des mesures supplémentaires conformément aux directives du président de la République. Phénomène mondial, la déperdition scolaire a un coût exorbitant. Selon un rapport de l'UNESCO intitulé «le prix de l'inaction», d'ici à 2030, les économies mondiales perdront environ 10.000 milliards de dollars par an en raison du décrochage scolaire et du manque de compétences de base. « Dans le monde, 128 millions de garçons et 122 millions de filles ne sont toujours pas scolarisés. Même dans les pays à revenu élevé, un quart des enfants ont des compétences de base insuffisantes », souligne l'agence onusienne. L'éducation n'est pas seulement un droit humain fondamental, mais aussi un impératif économique stratégique qui peut entraîner une hausse importante du PIB et de la productivité nationale, souligne l'Unesco. Une réduction de 10 % des taux d'abandon scolaire précoce et d'insuffisance des compétences de base des enfants augmente la croissance annuelle du PIB de 1 à 2 points de pourcentage. Réduire le nombre d'abandons scolaires et le taux d'insuffisance des compétences de base d'un point de pourcentage représenterait respectivement une hausse mondiale du revenu du travail de 470 000 milliards de dollars et de plus de 650 000 milliards de dollars. Le rapport formule des recommandations stratégiques pour améliorer les résultats de



l'apprentissage partout dans le monde. Il préconise plusieurs actions notamment garantir une éducation gratuite et de qualité pour tous en supprimant les obstacles financiers, créer des environnements d'apprentissage inclusifs et favorisant l'autonomisation, qui remettent en cause les rapports de force inégaux et les préjugés notamment par des approches pédagogiques qui respectent la différence et promeuvent l'égalité. Donner la priorité aux investissements dans l'enseignement préprimaire afin de créer un socle solide pour l'apprentissage tout au long de la vie. Améliorer les infrastructures scolaires et renforcer la formation des enseignants afin d'améliorer la qualité de l'éducation offerte. Selon

l'Unesco, la mise en œuvre de ces investissements devrait avoir d'importants bénéfices économiques et sociaux, rappelant que de meilleurs résultats d'apprentissage contribuent directement à la croissance économique en améliorant la productivité du travail et en augmentant les revenus potentiels pour les individus. De plus, une meilleure éducation améliore la stabilité des sociétés en entraînant une baisse de la criminalité créant ainsi un cercle vertueux de croissance et de développement. Le rapport souligne ainsi que les investissements stratégiques dans l'éducation ne sont pas seulement rentables, mais aussi cruciaux pour un développement mondial durable. **A.B.**

L'intelligence artificielle en biologie médicale

L'introduction de nouveaux outils et le recours à l'intelligence artificielle (IA) dans le domaine de la biologie médicale revêt un caractère important pour l'amélioration des pratiques en biologie médicale. Les intervenants au 3^e Congrès scientifique international - Salamdays 2024, organisé par le Syndicat algérien des laboratoires d'analyses médicales (Salam), qui a ouvert, lundi, ses travaux à l'hôtel Aurassi (Alger), ont mis l'accent sur l'apport de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies dans le diagnostic précoce des maladies. «Dans le domaine de la biologie médicale ou autres, le secteur de la Santé ne doit pas rester à l'écart de toutes ces technologies qui sont en train de révolutionner le monde de la médecine», a décalé le Dr Ali Bendjama, président du Salam, en marge de l'ouverture du congrès placé sous le thème «La biologie médicale en oncologie». Cet événement, a-t-il poursuivi, promet d'être un point de rencontre majeur pour les experts et les acteurs du domaine de la santé. «Les avancées technologiques rapides, les exigences croissantes en matière de qualité et de sécurité, et les contraintes économiques sont autant de défis que nous devons relever», a-t-il ajouté. La réglementation de notre profession permettra aussi de lutter contre l'exercice illégal de la profession», a-t-il renchéri.

Les innovations dans le domaine de la biologie médicale, notamment en matière de dépistage et de traitement des cancers, constituent l'axe principal du 3^e Congrès scientifique international, organisé lundi à Alger, par le Syndicat algérien des Laboratoires d'analyses médicales (Salam). Placé sous le parrainage du ministère de la Santé, cet événement intitulé : "La biologie médicale en oncologie", vise à "promouvoir chez les participants, les connaissances des innovations liées

au dépistage, au traitement et à la recherche en oncologie, à travers les échanges entre experts de renom nationaux et internationaux", a précisé le président de Salam, Dr Ali Bendjama. Relevant l'importance de la biologie médicale qui est "une spécialité à part entière", il a fait part des propositions de ce syndicat, à l'instar, de "l'introduction du système des remboursements pour les analyses médicales, une collaboration entre les secteurs privé et public ainsi que la mise

en place d'annexes des laboratoires dans les régions reculées", l'objectif étant d'assurer "une meilleure couverture nationale", a-t-il soutenu.

Outre les avancées et nouveautés en oncologie, les travaux de cette rencontre de deux jours porteront notamment sur les thèmes: "Défis éthiques et réglementaires dans le secteur des analyses médicales", et "La collaboration interdisciplinaire pour une approche globale de la santé".

ONCOLOGIE

Les innovations dans la biologie médicale au cœur des "Salam Days 2024"

CE MARCHÉ DEVRAIT CROÎTRE DE 11,62% PAR AN D'ICI 2029

L'Afrique, nouvel Eldorado des jeux vidéo

Selon un récent rapport du cabinet de conseil et d'étude de marché Mordor Intelligence, le marché africain des jeux vidéo devrait connaître une croissance annuelle de 11,62% d'ici 2029. Cette dynamique s'explique par plusieurs facteurs, notamment l'augmentation de l'accès à Internet, la popularité croissante des smartphones et l'intérêt

grandissant pour les contenus numériques. La population africaine est jeune et de plus en plus connectée. Avec plus de 60 % de la population âgée de moins de 25 ans, la demande pour des contenus de divertissement interactifs est en forte augmentation.

Les jeunes Africains, avides de nouvelles technologies, se tour-

nent vers les jeux vidéo comme moyen d'évasion et de socialisation. Les plateformes en ligne et les réseaux sociaux jouent également un rôle clé dans la promotion des jeux, facilitant leur accessibilité et leur partage. L'essor du marché des jeux vidéo en Afrique est également favorisé par un écosystème en développement. De nombreuses

start-ups locales émergent, proposant des jeux adaptés aux cultures et aux réalités africaines. Des événements tels que des compétitions de jeux vidéo attirent également l'attention des investisseurs et des développeurs internationaux. Ce mouvement favorise la création d'un environnement propice à l'innovation et à la collaboration entre

les acteurs locaux et étrangers. Malgré cette croissance prometteuse, le marché africain des jeux vidéo fait face à plusieurs obstacles. L'infrastructure Internet reste inégale dans certaines régions, ce qui peut limiter l'accès aux jeux en ligne. De plus, le manque de financement pour les développeurs locaux freine le potentiel créatif du secteur.

SITUATION INÉDITE AU CAMBODGE

Hun Sen continue de gouverner en coulisses

Plus d'un an après l'arrivée de Hun Manet à la tête du gouvernement cambodgien, des experts estiment que la politique nationale est dirigée en coulisses par son prédécesseur et père, Hun Sen.

Lors du sommet de l'Asean organisé du 6 au 11 octobre à Vientiane, au Laos, le Premier ministre cambodgien a fait profil bas, s'entretenant avec d'autres dirigeants sans faire de déclaration publique aux médias. Depuis son investiture, Hun Manet n'a toujours pas tenu de conférence de presse pour exposer sa politique, et notamment pour expliquer comment il compte maintenir un équilibre dans les relations avec la Chine et les pays occidentaux. Son père, l'ancien Premier ministre Hun Sen, donne pour sa part régulièrement son avis à ses millions d'abonnés sur les réseaux sociaux. Hun Sen s'est retiré officiellement du pouvoir en 2023 après quatre décennies de règne, passant le relais à son fils aîné, vainqueur d'élections législatives sans suspense, faute de réelle opposition. En février, il a pris la présidence du Sénat, un rôle honorifique et cérémoniel de premier plan, juste derrière celui du roi Norodom Sihamoni, ce qui lui a permis d'accueillir les diplomates étrangers en visite dans le pays - comme lorsqu'il était Premier ministre. Quelques mois plus tard, il a ouvertement affirmé son autorité. Devant un parterre de représentants du gouvernement et de dignitaires étrangers, Hun Sen a déclaré : «Ma vie politique n'est pas terminée (...) Je suis le père du Premier ministre». A sa demande, l'inauguration du chantier d'un canal controversé à 1,7 milliard de dollars entre le fleuve Mékong et le golfe de Thaïlande a même été avancée au 5 août, jour de son 72e anniversaire. Ancien cadre des Khmers rouges, Hun Sen est arrivé au pouvoir en 1985 et a contribué à moderniser un pays dévasté par la guerre civile et le génocide. Au moment de quitter le pouvoir, il était le dirigeant ayant régné le plus longtemps en Asie. Il a pu bénéficier du soutien d'élites loyales, tandis que la quasi-totalité de l'opposition a été écrasée par une répression étatique et des tribunaux politisés. Outre Hun Manet, son plus jeune fils Hun Many est devenu vice-Premier ministre, tandis que son troisième fils est à la tête du renseignement militaire. Plusieurs enfants de ses alliés occupent également des



postes de premier plan. Hun Manet «est un visage nouveau pour un vieux système», analyse Sebastian Strangio, auteur

du livre *Hun Sen's Cambodia*. «L'année écoulée montre clairement que Hun Sen reste la personnalité politique la plus

puissante et la plus influente du Cambodge et qu'il continue de jouer un rôle important dans la prise de décision», a-t-il déclaré à l'AFP. La présidence du Sénat, a-t-il ajouté, «était censée être une mission honorifique, mais est devenu un axe de pouvoir alternatif au sein du système politique». Diplômé de l'Académie militaire de West Point, aux Etats-Unis, Hun Manet a été préparé pendant des années par son père à occuper le poste le plus élevé. Son sourire chaleureux et sa voix douce contrastent avec le visage sévère de Hun Sen, amateur de tirades souvent grandiloquentes contre les journalistes couvrant les droits humains et la corruption. Hun Manet a adopté «une approche plus technocratique et plus mesurée» par rapport au style autoritaire de son père, analyse Sophal Ear, professeur associé à l'Université de l'Etat d'Arizona. «Il semble qu'une dynamique de pouvoir dual soit à l'œuvre, par laquelle Hun Sen maintient une influence considérable sur les décisions majeures, particulièrement dans les domaines sensibles comme la politique étrangère et la sécurité», estime-t-il. «Si Hun Manet se charge de la gouvernance quotidienne, les décisions stratégiques plus importantes impliquent, elles, à la fois le père et le fils», selon lui. Parmi les défis auxquels Hun Manet doit faire face selon les experts : la relance de l'économie, des problèmes dans la dynamique interne du parti et l'équilibre des relations avec la Chine et les pays occidentaux. Depuis 2023, la répression contre les rivaux et détracteurs du pouvoir n'a pas faibli. Mech Dara, un journaliste primé ayant enquêté sur le trafic d'êtres humains en lien de la cyber-escroquerie, a été arrêté en septembre pour incitation au désordre. En juillet, un chef de file de l'opposition a, lui, dû payer une amende de 1,5 million de dollars après avoir déclaré que la situation du Cambodge en matière de démocratie «s'aggravait» sous Hun Manet. Le Cambodge, pays asiatique, est une monarchie constitutionnelle, héritière de l'ancien Empire khmer hindouiste et bouddhiste qui régna sur la péninsule d'Indochine entre le XIe et le XIVe siècle. Le Cambodge a des frontières communes avec la Thaïlande à l'ouest-nord-ouest, le Laos au nord-est, et le Viêt Nam à l'est et au sud-est. Les habitants du pays portent le nom de Khmers ou Cambodgiens. La majorité des Cambodgiens sont de religion bouddhiste theravāda (96 % de la population, religion d'État).

COP29 : l'UE acte difficilement une position commune

L'UE acte difficilement une position commune. Les pays de l'Union européenne ont acté lundi au Luxembourg leur position commune en vue de la COP29 en Azerbaïdjan, à l'issue d'une âpre négociation encore marquée par les divergences des Etats membres sur le nucléaire. Dans leur texte final, les Européens se sont accordés sur le souhait «d'accélérer» les «technologies à zéro et faibles émissions», sans faire référence explicitement au nucléaire. La défense ou l'opposition à l'atome est une ligne de fracture au sein de l'UE, notamment entre la France et l'Allemagne. Le commissaire européen Wopke Hoekstra a relativisé les «diffé-

rences très bien connues» entre Etats membres sur le sujet. «Certains sont clairement en faveur du nucléaire, d'autres clairement opposés». Il a préféré insisté sur «l'ambition» européenne, alors que la 29e conférence climatique des Nations unies (11-22 novembre à Bakou) doit se conclure par un nouvel objectif pour la finance mondiale en direction du climat («Nouvel objectif collectif quantifié», ou NCQG selon son sigle anglais). Les pays européens ne font par ailleurs pas explicitement référence à la recommandation de la Commission européenne de diminuer de 90% les émissions de gaz à effet de serre de l'UE en 2040, par rapport à 1990.

USA 2024

Kamala Harris accuse Donald Trump de vouloir s'en prendre à ses opposants

Kamala Harris a tenté de séduire l'électorat noir lundi tout en lançant une mise en garde plus générale contre la rhétorique aux accents de plus en plus autoritaires de Donald Trump, lui aussi en campagne dans l'Etat clé de la Pennsylvanie.

A trois semaines du scrutin du 5 novembre, la course entre la vice-présidente américaine, en meeting à Erié (nord-est), et l'ancien président, en campagne dans la banlieue de Philadelphie, est toujours aussi serrée. «Donald Trump est de plus en plus instable et déséquilibré, il est en quête d'un pouvoir sans contrôle», a lancé la démocrate après avoir accusé le républicain de vouloir attaquer ses opposants - journalistes, juges et responsables électoraux compris - qui «refuseraient de s'incliner» devant lui. Elle a diffusé des extraits

d'une intervention de Donald Trump, qui a encore élevé d'un cran sa rhétorique antimigrants, accusant dimanche le gouvernement Biden/Harris d'avoir «importé une armée de clandestins» venus «des cachots du monde entier» lors d'un événement en Arizona. «Ennemi de l'intérieur».

Il a aussi affirmé que «la Garde nationale» voire des «militaires» devraient être appelés contre «l'ennemi de l'intérieur» aux Etats-Unis, «des personnes folles, des tarés d'extrême gauche». «C'est l'une des raisons pour lesquelles je pense aussi fortement qu'un second mandat de Trump serait un énorme risque pour l'Amérique, ce serait très dangereux», a déclaré Kamala Harris lundi. Au même moment, son rival républicain répondait rapidement à une question d'électeur dans la ville d'Oaks sur ses mesures pour

contrer l'inflation, avant de se concentrer sur son thème de prédilection, la sécurité à la frontière. L'issue du scrutin est plus incertaine que jamais, les deux adversaires étant au coude-à-coude avec un écart semblant encore se resserrer. Dans le scrutin américain au suffrage indirect, la Pennsylvanie offrira une précieuse manne de 19 grands électeurs à qui l'emportera. Deux derniers sondages publiés ce week-end montrent Donald Trump rogner la très légère avance de sa rivale, qui peine à faire le plein de voix parmi les électeurs latino-américains et les électeurs noirs. Prêts avantageux. L'ancienne procureure de Californie a ainsi déroulé lors de son meeting une série de propositions présentées plus tôt par son équipe et censées bénéficier directement aux hommes afro-américains. Ce programme vise à les aider à

lancer leur petite entreprise ou un commerce, notamment grâce à des prêts avantageux, mais contient aussi des aides à la formation et à l'apprentissage, ainsi qu'un système d'accession favorisée aux métiers de l'éducation. Jeudi dernier, l'ex-président Barack Obama avait tancé ses «frères» noirs, selon lui réticents à élire une femme pour la première fois dans l'histoire américaine. Donald Trump s'est réjoui lundi en Pennsylvanie de sondages qui ont «crevé le plafond» grâce à l'électorat noir et hispanique. «J'adore ça.» Les Afro-Américains avaient voté à 90 % pour Joe Biden en 2020, un niveau tombé à 78 % pour Kamala Harris selon une enquête d'opinion New York Times/Siena College. D'où l'opération séduction actuelle de la vice-présidente, qui aura 60 ans la semaine prochaine.

APRÈS LA QUALIFICATION À LA CAN 2025

Petkovic et son groupe forcent le respect

Le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, et son groupe de joueurs ont forcé le respect de tout le monde après avoir assuré officiellement la qualification à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations qui se déroulera au Maroc entre le 21 décembre 2025 et le 18 janvier 2026.



Auteur d'un parcours jusque-là impressionnant, en réussissant quatre succès sur quatre rencontres jouées, l'Algérie ne pouvait espérer un meilleur parcours, surtout avec les changements effectués au niveau du staff technique national et l'arrivée du Bosnien, Vladimir Petkovic, qui remplace Djamel Belmadi, en plus de l'arrivée de nouveaux joueurs qui ont dû s'acclimater à l'environnement de la sélection nationale. Les statistiques des Verts sont impressionnantes, eux qui ont pratiquement l'une des meilleures

attaques de ces éliminatoires, après avoir inscrits quatre buts et n'ayant encaissé qu'un seul but. Il faut dire que Petkovic a su comment donner une certaine assise à l'EN en gardant le noyau dur de la sélection et les joueurs expérimentés que sont Mahrez, Bensebaïni, Mandi, Bounedjah et les autres éléments qui étaient sous les ordres de Belmadi et en ajou-

tant aussi une touche de jeunesse, avec des éléments qui arrivent et qui devraient aussi faire partie de l'avenir de la sélection, à l'image de Gouiri, Ammoura, Aït Nouri, Bouadou, Bouanani, Farsi et le tout jeune Brahimi Maza. Ceux qui estiment que les deux dernières journées de ces éliminatoires et les matchs face à la Guinée équatoriale et le Libéria seront

des matchs de gala se trompent, puisque le sélectionneur tentera de tester d'autres joueurs et d'autres schémas tactiques et cela est d'une grande importance pour lui.

GARDER LA PLACE DE LEADER ET CORRIGER LES ERREURS

Autre objectif qui animera le coach Petkovic c'est de

garder la place de leader du groupe E lors de ces éliminatoires, ce qui veut dire qu'il jouera les deux prochains matchs avec une très grande détermination pour prendre un maximum de points. Le sélectionneur national souhaite aussi corriger des lacunes remarquées surtout au niveau de la défense qui patine encore avec des joueurs trop longs, à l'image de Tougaï qui devra être plus agile pour ne pas se faire précéder par les attaquants adverses. Le milieu de terrain défensif, Zerouki, qui a joué en sentinelle au cours de ce match face au Togo s'est laissé aller avec des erreurs de concentration et cela a failli coûter cher à l'adversaire. Ces erreurs ne pardonneront pas au moment où il faudra jouer les gros calibres du football national, car jusque là nous n'avons eu affaire qu'à des équipes moyennes voir faibles. Petkovic est conscient de tout cela et tentera de préparer le groupe avec ces deux derniers matchs des éliminatoires de la CAN 2025 en plus des autres rencontres comptant pour les éliminatoires du Mondial 2026.

Merouane A.

L'UN DES PLUS VALEUREUX CHEVALIERS DU SIFFLET

L'ancien arbitre international Belaid Lacarne n'est plus

L'ancien arbitre international et ex-président de la FAF, Belaid Lacarne est décédé hier à l'âge de 84 ans.

Icône de l'arbitrage algérien et africain et ancien président de la FAF en 1988, Lacarne a eu le privilège d'officier durant le Mondial 1982 en Espagne. Lacarne a aussi été président de la commission

d'arbitrage de la FAF. Il avait été ensuite formateur et plusieurs de ses élèves sont devenus plus tard des arbitres internationaux, à l'image de Haimoudi, Benouza, Ghorbal et Etchiali.

Il a également siégé durant plusieurs années comme membre de la commission d'arbitrage de la FIFA et de

la CAF. En cette douloureuse épreuve, le personnel du quotidien *L'Express* présente ses sincères condoléances à la famille du défunt, priant Allah le Tout-Puissant, de l'accueillir dans son vaste paradis et d'accorder aux siens patience et réconfort.

R.S.

WA TLEMCEN

Salem Laoufi, nouvel entraîneur

Le technicien Salem Laoufi est devenu le nouvel entraîneur du WA Tlemcen, après avoir signé, ce lundi, son contrat le liant à cette formation qui évolue en championnat inter-régions (Gr. Ouest) de football, a-t-on appris auprès de l'in-

teressé. Salem Laoufi, qui a entraîné la saison passée l'ASM Oran (Ligue 2), a aussitôt dirigé la première séance d'entraînement de sa nouvelle équipe tenue sur le terrain du complexe sportif "Akid-Lotfi". Il remplace Djilali Lakhdari, dont

le contrat a été résilié par la direction des "Zianides", après la défaite face à l'USM Bel-Abbes (2-1 a.p), vendredi dernier à Oran, dans le cadre de l'avant-dernier tour régional de la Coupe d'Algérie. Les "Bleu et Blanc", qui en sont à leur deuxième saison en inter-régions, partagent la première place au classement de leur championnat avec l'USMBA et l'IR Bouhenni Tiaret, et ce, après deux journées de compétition. Le principal objectif du WAT, qui il y a de cela trois années évoluait en Ligue 1, est d'accéder en Ligue 2, sachant qu'un seul billet est mis en jeu dans chacune des six poules que comprend le championnat inter-régions, l'équivalent de la troisième division.

HANDBALL/EXCELLENCE (MESSIEURS)

La DJS à la rescousse du MCO

Les procédures administratives d'usage devant permettre au MC Oran de prendre part au championnat d'Algérie de l'Excellence de hand-ball (messieurs), dont le coup d'envoi sera donné ce week-end, "seront accomplis ces jours-ci" grâce à l'intervention de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS), a-t-on appris, lundi, auprès du club phare de la capitale de l'Ouest. Des engagements ont été pris, la veille, par la DJS auprès de la Fédération algérienne de handball (FAHB) afin de récupérer les licences des joueurs avant leur premier match du championnat qui les opposera, vendredi prochain, contre l'ES Ain Touta au Palais des sports Hammou-Boutlelis à Oran, a précisé la même source.

Ayant réussi, cette saison, à faire son retour parmi l'élite après deux exercices passés en deuxième palier, le MCO a connu une intersaison perturbée, en raison du retard accusé dans l'élection d'un nouveau bureau exécutif du club sportif amateur (CSA), au titre du nou-

veau mandat olympique (2024-2028). Le vide administratif qui prévaut encore au niveau du club a empêché l'équipe de procéder aux démarches administratives d'usage pour l'obtention des licences des joueurs, laissant planer le spectre du forfait à l'approche du début de la compétition officielle. Cette situation a poussé le staff technique, que dirige l'ancien international Mustapha Dohalah, à solliciter, en fin de semaine dernière, l'intervention de la DJS, et ce, en attendant la tenue de l'assemblée générale électorale du CSA/MCO pour remettre de l'ordre dans les hautes sphères du club. Il y a près d'un mois, l'assemblée générale ordinaire a adopté les bilans moral et financier de l'ex-bureau exécutif du "Mouloudia" que présidait Chemseddine Bensenouci. Il était question qu'elle soit suivie aussitôt par une assemblée électorale, mais cette dernière a été reportée à deux reprises, au moment où les candidats à la succession de Bensenouci ne se bousculent pas pour le moment au portillon.

CYCLISME/MONDIAUX 2024 SUR PISTE

Forfait de Yacine Chalel

Le cycliste algérien Yacine Chalel a annoncé lundi qu'il était "officiellement" forfait pour les Mondiaux 2024 sur piste, qui auront lieu du 16 au 20 octobre courant à Copenhague (Danemark), car trop court physiquement, après sa grave blessure au bras gauche, contractée il y a un mois lors d'une course de préparation à Barcelone (Espagne). "Suite à la chute subie le mois dernier à Barcelone, j'ai dû me faire opérer du coude et du poignet gauche. Je serai donc inapte pour les Mondiaux de Copenhague et c'est une grosse déception pour moi, car j'avais

accumulé de bons résultats tout long de l'année, faisant que je nourrissais de grandes ambitions", a publié le champion d'Afrique et Arabe sur sa page Facebook. "Cela dit, la récupération suit son cours et j'espère être en mesure de revenir à la compétition d'ici la fin de l'année 2024, pour clore positivement ce chapitre, en attendant l'année 2025, pour laquelle j'ai plein d'envies et d'objectifs à atteindre", a-t-il ajouté. C'est la première fois depuis 2018 que Chalel manque les Mondiaux de cyclisme sur piste, car ayant participé à la totalité des éditions précédentes.

CHAMPIONNAT D'ARABIE SAOUDITE

Noureddine Zekri nouvel entraîneur d'Al Kholood

Le club saoudien de football de première Division, Al-Kholood, a annoncé lundi la nomination du technicien algérien Noureddine Zekri en tant que nouvel entraîneur en chef de son équipe fanion. La signature du contrat s'était faite la veille au soir et le natif de Batna (60 ans) s'était engagé pour une seule saison 2024-2025, a-t-on détaillé de même source.

Zekri, qui a dirigé plusieurs clubs algériens et étrangers, particulièrement dans les pays du Golfe, vient remplacer l'entraîneur Portugais Paulo Duarte (55 ans), qui venait de résilier à l'amiable son contrat, après une série de mauvais résultats. L'an dernier, l'entraîneur algérien a été appelé en pompier pour diriger le club saoudien d'Al Khlood pendant les sept dernières journées du championnat. Même s'il avait pris le train en marche, Zekri avait réussi à engranger neuf points (ndlr, deux victoires et trois nuls) ce qui avait permis à son employeur de se maintenir en Première Division. C'est avec pratiquement la même mission qu'il débarque aujourd'hui à Al-Kholood, actuel seizième au classement général du championnat saoudien, avec un maigre capital de quatre points.

CHAMPIONNATS EUROPÉENS

Syndicats de joueurs et ligues portent plainte contre la Fifa

Les syndicats de footballeurs européens et les ligues nationales de plusieurs pays dans ce continent ont déposé plainte ce lundi auprès de la Commission européenne, accusant la Fifa d'abuser de sa position dominante concernant les changements apportés au calendrier des matchs internationaux et l'expansion continue de certains tournois.



La branche européenne de la FIFPro, les ligues européennes réunies en association et la ligue espagnole (LaLiga) ont annoncé lors d'une conférence de presse commune à Bruxelles, que l'instance dirigeante du football mondial "abuse d'un évident conflit d'intérêts, en étant à la fois instance régulatrice, organisatrice et actrice des compétitions", en violation du droit européen. La FIFPro est le syndicat mondial des joueurs, tandis que les ligues européennes rassemblent plus d'un millier de clubs de 33 pays d'Europe. Selon ces organismes, les règles et le comportement de la Fifa "nuisent aux intérêts

économiques des ligues nationales, ainsi qu'à la santé des joueurs dans le football européen". "Une action en justice devant la Commission européenne est devenue nécessaire pour sauvegarder le secteur du football européen", ont-ils ajouté. La Fifa est notamment accusée de ne pas avoir mené de consultations sur les récents changements apportés au calendrier, tels que l'introduction d'une Coupe du monde des clubs à 32 équipes en fin de saison. Ce qu'elle nie, faisant référence à, au moins, une réunion commune à laquelle participait Gianni Infantino, son président, avec les dirigeants de la FIFPro et ceux de l'association des footballeurs professionnels (PFA), le syn-

dicat des joueurs en Angleterre et au pays de Galles, à Manchester en 2022 sur le sujet. La première édition de la Coupe du monde des clubs élargie aura lieu aux Etats-Unis, en juin et juillet de l'année prochaine, et 12 clubs européens devraient y participer.

LA FIFPRO ACCUSE LA FIFA DE METTRE LA VIE DES JOUEURS EN DANGER

De nombreux joueurs seront donc obligés de jouer lors d'une période où ils auraient pu bénéficier d'une pause de fin de saison, un an avant la Coupe du monde élargie à 48 équipes qui se déroulera en Amérique du Nord. Un récent rapport de la FIFPro a accusé les instances dirigeantes du

football de mettre en danger la santé des joueurs, tandis que certains joueurs de premier plan ont évoqué la possibilité de se mettre en grève pour protester contre les exigences croissantes qui leur sont imposées. Les représentants des ligues nationales, quant à eux, craignent que leurs compétitions soient les plus touchées, car les meilleurs joueurs manqueront inévitablement plus de matches nationaux pour se reposer.

Bien avant cette plainte, la Fifa avait dénoncé en juillet "l'hypocrisie" des ligues "qui préfèrent apparemment un calendrier rempli de tournées d'été, qui impliquent souvent de nombreux déplacements dans le monde entier".

ARGENTINE

Fernando Gago est le nouvel entraîneur de Boca Juniors

L'ancien joueur argentin du Real Madrid Fernando Gago est le nouvel entraîneur de Boca Juniors, a annoncé le club vingt ans après avoir vu débiter Gago en tant que milieu de terrain. "Fernando sait qu'il est ici chez lui et nous sommes très heureux qu'il soit ici", a déclaré l'illustre ancien N.10 Juan Roman Riquelme, désormais président du club de Buenos Aires. A 38 ans, Gago vient de quitter le

club mexicain des Chivas Guadalajara et remplace à Boca Diego Martinez, qui a démissionné il y a quelques semaines après une saison médiocre.

*Les débuts de Gago auront lieu samedi contre Tigre, en championnat argentin, où Boca occupe la dixième place, à 12 points du leader Vélez, à dix journées de la fin. Ancien international aux 61 sélections, Gago a commencé sa carrière à

Boca Juniors en 2004 avant de signer au Real Madrid où il gagnera deux fois le championnat. Il a également joué à l'AS Rome et à Valence avant de revenir en Argentine, à Boca (2013-2019) puis à Vélez pour une dernière expérience en 2020. Champion olympique en 2008, Gago a joué pendant la finale de la Coupe du monde 2014, perdue contre l'Allemagne.

LIGUE DES NATIONS

La France garde l'ascendant sur la Belgique

Les Bleus ont souffert mais ont encore battu les Belges, lundi à Bruxelles, et s'approchent ainsi des quarts de finale de la Ligue des nations.

Un doublé de Randal Kolo Muani a permis à l'équipe de France de garder l'ascendant sur la Belgique (2-1) et de boucler octobre par deux succès bienvenus dans une période de turbulences, lundi 14 octobre à Bruxelles.

Encore une fois. Comme en demi-finales du Mondial 2018 (1-0) et de la Ligue des nations 2021 (3-2), comme à l'Euro (1-0) et comme à l'aller (2-0), les Bleus ont encore donné une leçon de "gagne" aux Belges, dans un match pourtant équilibré.

Avec le succès contre Israël jeudi (4-1), ces six points permettent aux Bleus de s'approcher des quarts de finale de l'édition actuelle, et à Didier Deschamps de souffler un peu. Le sélectionneur est

récompensé de son indéfectible fidélité à "RKM", en difficulté au PSG, mais auteur de son premier doublé en Bleu, un penalty serein (35e) et une superbe tête décroisée sur un centre de Lucas Digne

(62e). Cette nouvelle affaire Mbappé alourdit encore l'atmosphère autour de la sélection, ce qu'a plusieurs fois dénoncé le sélectionneur pendant le rassemblement.

Neymar entrevoit à nouveau le bout du tunnel. Celui qui l'a éloigné des terrains durant de longs mois après sa grave blessure au genou. La star brésilienne a été touchée au ligament croisé et au ménisque le 17 octobre 2023 lors d'un match entre le Brésil et l'Uruguay. Après un an de convalescence, le joueur d'Al-Hilal semble proche d'un retour aux affaires. Selon ESPN Brésil, Neymar serait en passe de reprendre la compétition. Le média explique que son comeback pourrait avoir lieu dans les pro-

chains jours, potentiellement lundi prochain lors du match de Ligue des champions asiatique face à Al-Aïn (Émirats arabes unis). Ce week-end, l'international brésilien (128 sélections, 79 buts) s'est affiché sur Instagram avec une veste en jean sans manches et l'inscription "I'm back" (Je suis de retour). Jorge Jesus, le coach d'Al-Hilal, doit encore donner son feu vert, tout comme Rodrigo Lasmar, le responsable du staff médical de la Selecao, qui espère un retour au premier plan de Neymar dans

UN AN APRÈS SA GRAVE BLESSURE

Neymar voit enfin le bout du tunnel

l'optique de la Coupe du monde 2026. Le médecin de l'équipe brésilienne est attendu dans les prochains jours en Arabie saoudite afin d'évaluer l'état physique du joueur de 32 ans. Si son retour est concluant, la Selecao envisagerait de compter sur lui pour ses matchs prévus en novembre face au Venezuela et à l'Uruguay. Recruté à Paris durant l'été 2023 pour 90 millions d'euros, Neymar n'a disputé que cinq matchs depuis son arrivée à Al-Hilal (1 but, 3 passes décisives).

DROITS TV DE L'EURO 2024

beIN Sports n'a toujours pas payé l'UEFA

Dans un dossier différent mais qui rappelle celui des droits TV de la Ligue 1, beIN Sports n'a toujours pas payé l'UEFA pour la diffusion de l'Euro 2024. Comme indiqué lundi par le journal L'Equipe et confirmé par RMC Sport, la chaîne qatarienne doit près de 27 millions d'euros à l'UEFA. Diffuseur intégral de la compétition continentale en France (dont 25 rencontres co-diffusées avec M6 et TF1), beIN Sports ne s'est pas encore acquitté de cette dette auprès de l'instance présidée par Aleksander Ceferin. Un retard de paiement justifié par la durée de l'accord entre l'UEFA et la chaîne puisqu'il porte à la fois sur l'Euro 2024 et sur le suivant en 2028 qui sera disputé au Royaume-Uni et en Irlande. Contacté par RMC Sport, beIN Sports ne conteste aucunement ce retard de versement et cette dette (de facto) auprès de l'UEFA. Toutefois, le groupe regrette la manière dont est traitée l'information par les médias autour de "fausses nouvelles hebdomadaires" et en lien avec "les critiques de certains tabloïds". Via l'un de ses porte-paroles, beIN Sports a tenu à éclaircir sa position vis-à-vis de l'UEFA. "BeIN et l'UEFA négocient actuellement plusieurs contrats de droits médiatiques à long terme. Plusieurs points en suspens sont actuellement avec l'UEFA (beIN attend son retour) jusqu'à ce que les contrats soient signés, aucun paiement n'est dû", a ainsi précisé le groupe qatarien auprès de RMC Sport. "L'UEFA ne court en aucune façon après le paiement. Tout cela est tout à fait la norme du secteur et beIN est l'un des groupes de médias les plus fiables et les plus performants du sport mondial." En clair, beIN Sports n'envisage aucunement de ne pas payer l'UEFA. Et, comme pour le non-versement de son dû auprès de la LFP pour ceux de la Ligue 1, attend d'éclaircir certains points contractuels. Et le porte-parole du groupe dirigé Nasser Al-Khelaifi de conclure par une critique très claire du traitement médiatique de ses négociations avec les Ligues ou l'UEFA. "Pourtant, après tout cela, apparemment selon certains, beIN est dans la tourmente et ne respecte pas ses contrats", a encore fustigé la chaîne qatarienne. "Apparemment, c'est le seul récit qui vend des journaux, et c'est mieux que d'imprimer la vérité." "BeIN est un partenaire de longue durée de l'UEFA dans de multiples territoires au niveau global depuis plus de deux décennies, avec une expérience exceptionnelle de diffusion et il n'y a aucun problème de paiement lié aux droits de diffusion de l'Euro 2024 en France", déclare pour sa part le directeur de marketing de l'UEFA Guy-Laurent Epstein.

Mots Croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4			■					■
5	■					■		
6							■	
7				■				
8				■				
9	■					■		
10							■	
11				■				
12				■				

VERTICALEMENT



- A. Pas en face.
- B. Sur le dos du cheval. Complément d'histoire. Descend.
- C. Douze à Rome. Prise d'air du poisson.
- D. Choisir de préférence. Il va sous l'assiette.
- E. L'oignon fait sa force. Préposition.
- F. Elles émergent au large. Auteur italien. Pièce disparue.
- G. S'en donner à cœur joie. Brillant locataire du perchoir. Il est immuable dans le cercle.
- H. Devant ce qui est à lui. Brosses électriques à parquet.

HORIZONTALEMENT

- 1. Sont utilisés pour une purge.
- 2. Qui a un goût de bonbon.
- 3. Groupes de notes.
- 4. Bien roulé. Célèbre tour d'Italie.
- 5. Secteur du bâtiment. Racing-Club.
- 6. Approuvée.
- 7. Roi de Shakespeare. Il pratique le ramassage.
- 8. Chevalier ambigu (d'). Un trou dans la peau.
- 9. Gardien du PAF. À le.
- 10. Impalpable et aérien.
- 11. Elle tombe chaque soir. Il suit les élèves.
- 12. Base de lancement. Bois béni aux Rameaux.

LES MOTS FLÉCHÉS

INFINIMENT GRAND	FLUX SUR LA CÔTE	ATTESTATION D'AUTHENTICITÉ	IL PROLONGE LA SOIRÉE	IL PEUT ÊTRE D'ORGEAT	SACRILÈGE
MÉCONTE	ÉTAT OÙ RIEN NE MANQUE	LANCER	PRUDE HOMME	HALO INVISIBLE	TRÈS SOMBRES
CONTRE-FAIRE					
PLACER SA VOIX			VILLE DE CATALOGNE		
CA DONNE DU MOU À LA FICELLE		PARS À LA DÉRIVE			
CŒUR					BISMUTH
					DEVISE DE SUEDE
GENTIL MONSTRE					
PAS PLEIN NORD					
					RÉCIPIENT DE CHAI
EXHALE UN PARFUM NAUSEABOND	QUI EST MU PAR LE VENT				AGENCE QUI PRÉCONISAIT LE VOYAGE À MOSCOU
		COMPLÈTEMENT DINGO	SA NOIX CONTIENT UNE AMANDE	QUI SONT D'UN EMPLOI COURANT	CAS DE SOCIÉTÉ
		FOURRE-TOUT	FOUR		CHEF DE TRAIN
HORTICULTEURS					
ÉLÉGANTE				ANCIEN ETAT	
				DAME DE CHOC	
DOUBLE ÉPAISSEUR					
PRISE DE CATCHEUR					
		PUIS-SANCE DU MOTEUR		AVANT NOUS, MAIS AVEC ELLE	
ÉCOLE DE HAUT NIVEAU			ELLES NE SONT PAS À UN JOUR PRÈS		

SUDOKU

	2				9	7		5
			6	1				
	3							2
		2		4	6			
		4				9		
			8	5		1		
7								8
				6	5			
1		9	4					7

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ABYSSE AMEN BASER BIDE BLANC BOISERIE CABARET CONCOURS CORDE
 CORVEE CRAYON DANSEUR DAPHNE DIVAN ECZEMA ENDURCI ENLEVE EVEIL
 INAPTE ISARD JAVANAIS JEAN KINESISTE KSAR LARVE REANIMER SIMULACRE

L	I	E	V	E	N	A	E	J	R	E	E
S	E	D	R	O	C	T	B	E	U	I	T
R	I	R	Y	C	P	Z	M	Y	E	R	S
U	C	A	E	A	A	I	E	C	S	E	I
O	R	S	N	B	N	L	O	M	N	S	S
C	U	I	L	A	A	R	U	H	A	I	E
N	D	A	E	R	V	S	P	M	D	O	N
O	N	R	V	E	I	A	E	D	I	B	I
C	E	E	E	T	D	N	J	R	A	S	K

5^E SALON DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Savoir-faire et rituels

La diversité du patrimoine culturel algérien est célébrée à Tizi-Ouzou à l'occasion du 5^e Salon du patrimoine culturel immatériel ouvert dimanche dernier à la maison de la Culture Mouloud-Mammeri.

Cette nouvelle édition, organisée en hommage au célèbre chanteur liturgique kabyle, Mokrane Agaoua (1929/2009), a été l'occasion de mettre à l'honneur quelques grands aspects du patrimoine immatériel national grâce à une exposition du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH). L'exposition, abritée par le hall de la maison de la Culture Mouloud-Mammeri, propose aux visiteurs un voyage culturel à travers les quatre coins de l'Algérie, grâce aux panneaux mettant en évidence par l'image et une description succincte mais précise, de quelques facettes du riche patrimoine immatériel national. Il s'agit, entre autres, des savoir-faire et rituels entourant certains événements et pratiques, dont celui des Keyalin Al-Ma (les mesureurs d'eau des Foggara) de la région de Touat-Tidiklt (wilaya d'Adrar et de Tamanrasset) inscrit sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco en 2018. L'exposition du CNRPAH met aussi en avant la Sbeiba dans l'Oasis de Djanet inscrite



en 2014 sur la liste de l'Unesco, le Rakb de Sidi Cheikh des communautés soufis inscrit en 2013 et l'Imzad des Touareg (Sud algérien) alliant musique et poésie en plus de l'instrument monocorde éponyme inscrit en 2013 également. A cela s'ajoutent le Costume nuptial de Tlemcen inscrit en 2012, le Teqtar (distillation de roses et de fleurs de bigardier), le chant Srawi des montagnes de l'Aurès et des hautes plaines de l'Est algérien, ou encore le Achewiq (chants féminins de Kabylie), qui ne sont pas encore inscrits sur cette même liste, les dossiers de leur inscription étant en cours d'élaboration, avait déclaré précédemment à l'APS le directeur du CNRPAH, le

Professeur Slimane Hachi. Le salon du patrimoine culturel immatériel propose aussi une riche exposition animée par des artisans de la wilaya de Tizi Ouzou, mettant en avant leur savoir-faire dans les métiers de la poterie, vannerie, bijouterie, tapisserie, plats traditionnels, fabrication des produits dérivés du lait (petit-lait, beurre, fromages) et de la médecine traditionnelle à base de plantes, entre autres. Des stands réservés aux ouvrages traitant du patrimoine culturel ou exposant d'anciens manuscrits des Zaouia de la wilaya sont aussi à découvrir à l'occasion de ce salon de trois jours. Dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie d'ouverture de la manifesta-

tion, inaugurée par le secrétaire général de wilaya, Miloud Felahi, la directrice de la culture, Nabila Goumeziane, a rappelé la diversité du patrimoine culturel immatériel national, protégé par l'Etat ou en cours de protection, par sa proposition à l'inscription sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco. Elle a aussi rendu hommage à feu Mokrane Agaoua qui «représente les valeurs ancestrales de la société». Chantre du Mdih (chant religieux, liturgique), Mokrane Agaoua a brisé un tabou de son époque, en réunissant des femmes et des hommes autour du chant religieux.

R.C.

MÉDIATEURS EN MATIÈRE DE DROITS D'AUTEUR ET DE DROITS VOISINS

Les candidatures sont ouvertes

L'ONDA annonce l'ouverture des candidatures pour l'inscription sur la liste des médiateurs en matière de droits d'auteur et de droits voisins, à partir du 14 octobre jusqu'au 14 novembre prochain. L'annonce de l'ouverture des candidatures pour l'inscription sur la liste des médiateurs en matière de droits d'auteur et de droits voisins intervient dans le cadre de « la concrétisation de la convention bilatérale conclue entre l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'ONDA », a indiqué lundi un communiqué de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA). Cette initiative « qualitative » placée sous le slogan « la médiation pour moins de conflits et plus de créativité », vise à sélectionner une pléiade de candidats pour bénéficier d'une formation spécialisée sous la supervision d'experts du Centre de médiation et d'arbitrage de l'OMPI », précise le



communiqué. Les candidats potentiels à cette mission doivent être des experts dans la propriété intellectuelle, des avocats et juristes, ainsi que des professionnels dans les industries créatives spécialisées dans les domaines de la musique, l'audiovisuel, la littérature et les arts visuels. Dans ce contexte, l'Office a invité les

candidats à accompagner leur demande d'un ensemble de documents, dont une lettre de motivation reflétant l'intérêt du candidat à la médiation en matière des droits d'auteur et des droits voisins et un CV actualisé ainsi qu'un formulaire de demande à remplir en arabe sur le lien: <https://miniurl.be/r-5qs4> et en français sur le lien:

<https://miniurl.be/r-5qs3>. Cette initiative vise également à « promouvoir les droits d'auteur et des droits voisins en Algérie (...) pour moins de conflits et plus de créativité ». A cette occasion, l'Office a mis à disposition l'e-mail suivant: c.haddad@onda.dz pour répondre aux questions, selon le communiqué.

FESTIVAL INTERNATIONAL
DU THÉÂTRE DE BÉJAÏA

« Danse céleste », un spectacle fascinant

Avec la pièce théâtrale "Danse céleste", déroulée dimanche soir au 4^e jour du Festival international du théâtre de Béjaïa (FITB), le metteur en scène tunisien Tahar Issa Benlarbi a assuré un spectacle scénique mêlant théâtre, cinéma, vidéo et danse, dans une dynamique fascinante. S'inspirant des œuvres de la célèbre romancière Elif Shafak, Benlarbi a réussi à en faire une pertinente synthèse et livrer une pièce agréable et fort distrayante. Partant d'un fait banal, Hala, une femme au foyer, qui après 40 ans de vie confortable mais sans éclat, ni passion, redécouvre la joie de vivre. Engagée comme lectrice dans une maison d'édition, elle croise un manuscrit d'un auteur inconnu qui la trouble complètement au point de changer sa destinée. Le manuscrit en question retrace la rencontre, au XIII^e siècle, du poète et érudit Chams Eddine Tabrizi, et le mystique Jalal-Eddine Rûmi. Il émeut Hala au plus haut point. Pour elle c'est la révélation qui la transcende et la pousse à s'initier au soufisme. Benlarbi exploite savamment l'histoire de Hala pour tisser sa trame qu'il noue dans une approche saisissante et dualiste, juxtaposant le passé et le présent, le réel et l'onirique, en mettant en relief des thématiques du jour et qui agitent le monde, et à travers une scénographie chatoyante, mêlant les techniques et équipements du 4^e art, et ceux du cinéma et des multimédias. Une fresque dramatique et fort colorée, soutenue par des chorégraphies entraînantes à défaut d'être célestes, exécutées par des comédiens talentueux bien au fait de leurs métiers. Un grand moment de théâtre qui a ostensiblement ravi.

Cheikh Sadek Abdjaoui, un maître de la musique andalouse

Ce maître incontesté du hawzi et de l'andalous emportait avec lui des siècles de tradition musicale. Né à Béjaïa en 1907, il aura consacré toute sa vie à la préservation et à la transmission de cet héritage précieux. Son talent rapidement reconnu le conduit à Alger, où il intègre la célèbre troupe «El Mossilia». Les rencontres qu'il y fait, notamment avec des maîtres comme Cheikh Mahieddine Lakehal et Cheikh Bouchaâra, marquent un tournant dans son parcours. Il perfectionne sa technique et élargit son répertoire, explorant les différents courants de la musique andalouse. Un autre voyage, à Tlemcen cette fois-ci, lui permet de découvrir une autre facette de cet art, notamment le hawzi, avec ses sonorités particulières et ses structures complexes. Il y rencontre de grands noms, à l'image de Cheikh Larbi Bensari, Abdelkrim Dali, ou encore encore Omar Bakhchi. De retour à Béjaïa, il crée de nombreuses associations musicales et un conservatoire, formant ainsi de nouvelles générations d'artistes. L'œuvre de Cheikh Sadek Abdjaoui est d'une richesse exceptionnelle. Il a composé plus de 200 pièces, toutes empreintes d'une profonde sensibilité et d'une grande maîtrise technique. Au-delà de son talent de compositeur et d'interprète, Cheikh Sadek Abdjaoui était un pédagogue hors pair. Il a consacré une grande partie de sa vie à transmettre son savoir, créant ainsi une véritable école de musique andalouse. Des générations d'artistes, comme Youcef Abdjaoui, Hamsi Boubekeur, Mohamed Rais, Djamel Allam, Nassima, El Ghazi et Rachid Baouche, dit Abdelwahab Abdjaoui, se réclament de son école.

16



- Alger 33°
- Ouargla 39°
- Oran 29°
- Constantine 30°

FADJR 05:27	DOHR 12:33	ASR 15:45	MAGHREB 18:14	ISHA 19:35
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

DÉCÈS DE BELAÏD LACARNE : LES CONDOLÉANCES DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé hier ses condoléances à la famille de l'ancien président de la FAF et ancien arbitre international, Belaïd Lacarne,

décédé, hier, à l'âge de 84 ans. « Le président de la République présente ses sincères condoléances à la famille du défunt et à la famille sportive priant Dieu le Tout-Puissant de lui

accorder Sa Sainte Miséricorde, de l'accueillir dans Son Vaste Paradis et de prêter à sa famille patience et réconfort », indique un communiqué de la Présidence de la République.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 16 OCTOBRE 2024 // N°925 // PRIX 20 DA

BRAHIM BOUGHALI LE SOULIGNE À GENÈVE :

« La science et la technologie pour un avenir pacifique »

Lors de la 149^e Assemblée générale de l'Union interparlementaire (UIP) à Genève, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a souligné l'importance capitale du thème « Profiter des avantages de la science et de la technologie pour un avenir plus pacifique et durable ».

Dans un contexte international en pleine mutation, il a interrogé le rôle que la science, la technologie et l'innovation peuvent jouer dans la construction d'un monde plus pacifique, tout en mettant en lumière les défis moraux et économiques que le progrès technologique engendre. Boughali a dénoncé un acte récent de l'entité sioniste, qui a ciblé des appareils de communication au Liban, qualifiant cet acte de crime sans précédent et de terrorisme d'État. Il a insisté sur la nécessité d'explorer comment ces avancées technologiques peuvent être mises au service de la paix et de l'humanité, plutôt que de causer des destructions. Il a également rappelé que les parlementaires ont la responsabilité d'adopter une vision claire sur l'utilisation sécurisée des tech-



nologies avancées, notamment l'intelligence artificielle, tout en restant vigilants face aux risques qu'elles peuvent engendrer. Sous la direction du président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a reconnu très tôt l'importance du

progrès scientifique et technologique comme levier pour le développement durable. Le pays a ainsi élaboré une stratégie nationale pour une utilisation sécurisée de l'intelligence artificielle dans divers secteurs tels que l'éduca-

tion, la santé, l'industrie, l'agriculture et les services. Boughali a également évoqué la situation en Palestine et au Liban, marquée par une escalade des agressions sionistes. Il a appelé à une unification des efforts pour mettre fin à la violence, instaurer la justice et soutenir le peuple palestinien, en plaidant pour un cessez-le-feu immédiat et une aide humanitaire. Il a exprimé son regret face à l'inefficacité des précédentes sessions de l'Assemblée générale de l'UIP concernant l'arrêt des hostilités à Gaza, espérant que, cette fois-ci, les représentants des peuples adopteront une position éthique en faveur de la justice. Enfin, il a réaffirmé l'engagement de l'Algérie pour le règlement pacifique des conflits en Afrique et son soutien aux efforts de décolonisation.

LES SUJETS D'INTÉRÊT
COMMUN SERONT
EXAMINÉS

SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE OFFICIELLE EN MAURITANIE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé hier une visite officielle en République islamique de Mauritanie, à l'invitation du Général de Corps d'Armée El Mokhtar Bolle Chaabane, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. Lors de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du "renforcement de la coopération entre l'Armée nationale populaire et les Forces armées mauritaniennes, les deux parties examineront les questions d'intérêt commun", ajoute le communiqué.

SONATRACH ET ICA-FINANCE AS SIGNENT UN CONTRAT DE PARTENARIAT

La compagnie nationale des hydrocarbures a procédé, hier, à la signature d'un Mémoire d'Entente, avec une société de Norvège (ICA-Finance AS), dans le sillage du forum NAPEC 2024. Le mémorandum en question escompte plusieurs objectifs, notamment l'exploration des opportunités de coopération dans les domaines d'intérêt mutuel, et soutenant les initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de Monsieur le Président Directeur Général du Groupe Sonatrach, M. Rachid Hachichi, et Son Excellence l'Ambassadrice de Norvège, Mme Therese LØKEN GHEZIEL. ICA-FINANCE AS est un fonds d'investissement climatique qui soutient les entreprises du secteur de l'énergie pour « identifier, développer, financer et mettre en œuvre des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des opérations du secteur pétrolier et gazier », annonce le communiqué émis à l'occasion. Par ailleurs, ajoute le communiqué, ce Mémoire d'Entente « s'inscrit en droite ligne avec la Stratégie Climat de SONATRACH, qui entend jouer un rôle majeur dans le processus de transition énergétique à moyen et long termes » et vise, dans la même optique, « à développer et à exporter de nouvelles solutions énergétiques décarbonées en créant un Hub énergétique en Algérie capable de fournir le soutien nécessaire à la transition énergétique.

S.A.

BÉJAÏA

DES CHIENS ERRANTS MENACENT LA POPULATION À TIMEZRIT

La présence de dizaines de chiens errants constitue de sérieux problèmes de sécurité pour les enfants et les habitants, mais également pour la santé publique. En effet, plusieurs citoyens nous ont signalé la présence de dizaines de chiens errants dans plusieurs villages, notamment à la cité Ideraken à l'entrée de la commune de Timezrit et au village El-Had, chef-lieu de la commune. Cette situation est vraiment préoccupante et nécessite une intervention d'urgence, surtout lorsqu'elle touche les écoliers, qui peuvent être vulnérables face à des animaux potentiellement dangereux mais aussi porteurs de maladies. Les autorités locales doivent être mobilisées pour "la capture et la gestion d'animaux errants", surtout dans les zones les plus sensibles comme les abords des écoles et les espaces publics. Pour cela, les services concernés doivent mettre en place des actions concertées impliquant les autorités locales, les associations, et la société civile avec plusieurs interventions durant l'année, ce qui permettra de réduire la présence des chiens, notamment aux alentours des écoles. Contacté par téléphone, M. YAYA Hakim, P/APC de Timezrit, nous dira à ce sujet : « Nous avons contacté les membres de l'association des chasseurs de Timezrit et les services de sécurité pour une action rapide et coordonnée pour assurer la sécurité des écoliers et des habitants à travers plusieurs villages et quartiers de notre commune ». Pour M. KENZI Djillali, président de l'association des

parents d'élèves à l'école primaire Mehdaoui-Chaabane, -Ilderaken, que nous avons également contacté par téléphone. " C'est vrai, ces chiens constituent un sérieux danger pour nos enfants, particulièrement ceux qui fréquentent notre école et qui habitent les villages très loin » Des campagnes d'abatage et/ou de gestion des animaux permettrait de sécuriser les trajets des enfants et de réduire les risques d'attaques, notamment aux enfants qui habitent les villages lointains, et empruntant chaque jour des che-

mins où la présence de chiens est fréquente, et la mise en place de patrouilles de sécurité pour faire face à la présence de chiens errants est une mesure essentielle pour garantir la sécurité des habitants, particulièrement les écoliers. Une telle mesure pourrait être structurée et mise en œuvre et bien coordonnée, avec le soutien de la société civile. Cette dernière peut jouer un rôle déterminant pour protéger les enfants et les habitants.

I.Mehdaoui

ALGÉRIE TELECOM DE BÉJAÏA : UNE JOURNÉE DE SENSIBILISATION À L'OCCASION DU MOIS ROSE

Une journée de sensibilisation contre le cancer du sein a été organisée dans le cadre du "Mois Rose" (Octobre Rose), par la Direction Opérationnelle des Télécommunications Béjaïa qui coïncide chaque année au 14 octobre au niveau de la salle des réunions de la direction et ce, en collaboration avec l'association des bienfaitrices d'aide aux malades cancéreux "TUDERT", nous dit Samir Achour, chargé de communication à Algérie Telecom de Béjaïa. « Cette initiative visait à sensibiliser les employées de la DOT sur l'importan-



ce du dépistage précoce du cancer du sein ». Plusieurs médecins ont pris part à cette journée de sensibi-

lisation, des oncologues, radiologues, et gynécologues, contribuant à informer et à sensibiliser les participantes sur l'importance du dépistage précoce et des bonnes pratiques de prévention. Cette journée s'est déroulée sous forme d'ateliers d'information, consultation et orientation, et cette initiative s'est déroulée sous forme d'ateliers d'information, consultation et orientation, permettant aux participantes de bénéficier des recommandations médicales pour préserver leur santé. Par ailleurs, une conférence conjointe a

été animée par les médecins spécialistes, entres autres gynécologue, psychologue et sages-femmes, en présence du Directeur Opérationnel, M. Ait Dahmane Nabil, les cadres, d'Algérie Telecom, le partenaire social et le personnel féminin de l'entreprise. Selon M. Ait Dahmane Nabil, "notre entreprise réaffirme son engagement à soutenir ses employés à travers ce type d'initiatives, en mettant l'accent sur la sensibilisation, la prévention et le bien-être de toutes."

I. Mehdaoui

